

FC n° 5989/2022/ANC/C-BAT/CRRMP/OU

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAX-TRAVAIL-PATRIE

RÉGION DE L'OUEST

DÉPARTEMENT DES BAMBOUTOS

COMMUNE DE BATCHAM

REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE-WORK-FATHERLAND

WEST REGION

BAMBOUTOS DIVISION

BATCHAM COUNCIL

MAÎTRE D'OUVRAGE

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BATCHAM

AUTORITÉ CONTRACTANTE

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BATCHAM

COMMISSION DE PASSATION DES MARCHÉS

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN
PROCÉDURE D'URGENCE

N° 11 /AONR/C-BATCHAM/CIPM/2022 DU 28/09/2022

POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE DE BATCHAM

FINANCEMENT

FEICOM / COMMUNE DE BATCHAM

PROCÉDURE D'URGENCE

IMPUTATION

EXERCICE 2021 ET SUIVANTS

SEPTEMBRE 2022

03 OCT 2022

05 OCT 2022

SOMMAIRE

PIÈCE N° 01 : AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AAONR)	5
PIÈCE N° 02 : RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)	14
PIÈCE N° 03 : RÈGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)	25
PIÈCE N° 04 : LA PROPOSITION TECHNIQUE (TABLEAUX TYPES)	32
PIÈCE N° 05 : LA PROPOSITION FINANCIÈRE (TABLEAUX TYPES)	44
PIÈCE N° 06 : TERMES DE RÉFÉRENCE (TDR)	54
PIÈCE N° 07 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)	64
PIÈCE N° 08 : MODÈLE DE MARCHÉ	76
PIÈCE N° 09 : FORMULAIRES ET MODELES A UTILISER PAR LE SOUMISSIONNAIRE	80
PIÈCE N° 10 : JUSTIFICATIFS DES ÉTUDES PRÉALABLES	85
PIÈCE N° 11 : LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISÉS À ÉMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHÉS PUBLICS	111
PIÈCE N° 12 : LISTE DES ENTREPRISES ET COMPAGNIES D'ASSURANCE DEFAILLANTES POUR LES FINANCEMENTS DU FEICOM AU PROFIT DES CTD	113
PIÈCE N° 13 : JUSTIFICATIF DE LA DISPONIBILITÉ DU FINANCEMENT	115

PIÈCE N° 01 : AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (AAONR)

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

RÉGION DE L'OUEST

DÉPARTEMENT DES BAMBOUTOS

COMMUNE DE BATCHAM

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

WEST REGION

BAMBOUTOS DIVISION

BATCHAM COUNCIL

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHÉS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N° M /AONR/C-BATCHAM/CIPM/2022 DU 28/09/2022
POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA
COMMUNE DE BATCHAM

FINANCEMENT : BUDGET FEICOM, EXERCICE 2021 ET SUIVANTS

1. Objet de l'Appel d'Offres:

Dans le cadre du développement de ses infrastructures et l'amélioration des conditions de travail du personnel communal, Le Maire de la Commune de BATCHAM, lance un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence pour la Maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'Hôtel de ville de la Commune de BATCHAM.

2. Consistance des travaux

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres comprennent notamment :

- Mission 1 DET : Direction de l'Exécution des Contrats de Travaux ;
- Mission 2 CCR : Contrôle de la Conformité des Réalisations ;
- Mission 3 AOR : Assistance aux Opérations de Réception.

3. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de Treize (13) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

4. Allotissement

Les travaux sont répartis en un lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la présente prestation est de vingt-quatre millions cinq cent milles (24 500 000) francs CFA TTC.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est Restreinte aux entreprises dans le domaine concerné. Il s'agit de :

La présente lettre d'invitation est adressée aux candidats inscrits sur la liste restreinte ci-après :

N°	B E T	ADRESSES
1	- ETS GROUPE PHANIQUE	- Tel: 651 70 24 49
2	- ETS TECHNICIS SARL	- Tel : 695 14 64 00
3	- ETS KTJ CONSULTING AND SERVICES COMPAGNY LTD	- Tel : 675 19 32 20

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du FEICOM, exercice 2021 et suivants.

8. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO d'un montant égal à quatre cent quatre-vingt-dix mille (490 000) francs CFA, d'une validité de trente (30) jours, au-delà de la date limite de validité des offres.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres:

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Mairie de BATCHAM
Tél : 696 94 31 78 / 683 91 92 34, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres:

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Mairie de BATCHAM
Tél : 696 94 31 78 / 683 91 92 34, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de quarante-un mille cinq cents (41 500) francs CFA payable à la Recette Municipale de la Commune de BATCHAM.

11. Remise des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, seront déposées sous pli fermé contre récépissé à la Mairie de BATCHAM, au plus tard le 25/10/2022 à 08h00, heure locale et devra porter la mention suivante :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N° 11 /AONR/C-BATCHAM/CIPM/2022 DU 28/09/2022

POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE DE BATCHAM »

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Les offres parvenues après les dates et heure limites de dépôt des offres ne seront pas reçues.

Aussi, les offres sont placées dans deux (02) enveloppes dont une contenant les pièces administratives et les offres techniques, distincte de celle contenant l'offre financière. En plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis par le règlement particulier d'appel d'offres, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière dans une enveloppe séparée scellée et marquée comme tel pour servir d'offre témoin destinée à l'Organisme chargé de la régulation des marchés publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité compétente

(Préfet, Sous-préfet, ...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis, qui se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise de quatre-vingt (80) points sur cent (100).

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le ~~25/10/17~~ à ~~09h~~ heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM), à la salle de réunion de la Mairie de BATCHAM.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

a. Critères éliminatoires:

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- absence d'une pièce administrative non régularisée dans un délai de 48 heures ;
- absence de la caution de soumission ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- absence d'attestation de non-abandon de marché public signée sur l'honneur ;
- note technique inférieure à 80 points sur 100.

b. Critères essentiels:

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur :

- ✓ références de l'entreprise dans le domaine des prestations similaires ;
- ✓ moyens matériels et logistiques ;
- ✓ expériences du personnel, notamment celle du Chef de mission dans les prestations similaires ;
- ✓ chiffre d'affaire et la capacité financière de l'Entreprise,
- ✓ méthodologie d'exécution des prestations ;
- ✓ planning d'exécution des prestations ;
- ✓ suggestions du Consultant.

N.B : Seules les offres techniquement acceptables (Note technique supérieure ou égale à 80% seront retenues pour l'évaluation financière).

15. Attribution

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

16. Durée de Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Additif

Le Maire de la Commune de BATCHAM se réserve le droit en cas de nécessité, d'apporter tout autre modification ultérieure utile au présent Dossier d'Appel d'Offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Mairie de BATCHAM, Tél : 696 94 31 78 / 683 91 92 34.

Fait à BATCHAM le 28/09/2022

Le Maire

(Autorité Contractante)

Ampliations :

- FEICOM (pour information) ;
- ARMP/IOUEST (pour insertion dans le JDM) ;
- MINMAP Bamboutos ;
- Mairie de BATCHAM (pour information) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Affichage.



Marcus Toussaint
Maitre Tchinda Pierre
DIGNITE DE GRAND OFFICIER
ORDRE DE LA VALEUR

05 08 2022

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

RÉGION DE L'OUEST

DÉPARTEMENT DES BAMBOUTOS

COMMUNE DE BATCHAM

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

WEST REGION

BAMBOUTOS DIVISION

BATCHAM COUNCIL

INTERNAL TENDER BOARD

NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE

N° 11 / RNIT/C-BATCHAM /CIPM/2021 OF 28/09/2022
FOR THE MANAGEMENT OF THE BUILDING WORKS OF THE BATCHAM TOWN HALL

FINANCING: FEICOM BUDGET, YEAR 2021 AND FOLLOW

1. Subject of the invitation to tender:

As part of the development of its infrastructures and the improvement of the working conditions of the municipal staff, the Mayor of BATCHAM Council launches a National Restricted Bidding for the management of the construction of the Town Hall of BATCHAM Council.

2. Consistency of work

The services covered by this call for tenders include :

- Mission 1 DEWC : Directorate for the Execution of Works Contracts ;
- Mission 2 CMA : Compliance Monitoring of Achievements ;
- Mission 3 ARO : Assistance to Reception Operations.

3. Execution deadline

The maximum period foreseen by the Employer for carrying out the work referred to in this invitation to tender is thirteen (13) months from the date of notification of the service order to start the services.

4. Allotment

The works are divided into a single lot.

5. Estimated cost

The estimated cost of this benefit is twenty four million five hundred thousand (24,500,000) CFA francs, inclusive of tax.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open on equal conditions to the construction companies of the concerned domain.

This letter of invitation is addressed to the candidates registered on the shortlist below:

N°	B E T	ADRESSES
1	- ETS GROUPE PHANIQUE	- Tel: 651 70 24 49
2	- ETS TECHNICIS SARL	- Tél : 695 14 64 00

3	ETS KTJ CONSULTING AND SERVICES COMPAGNY LTD	Tél : 675 19 32 20
---	--	--------------------

7. Financing :

The works, subject of this Invitation to Tender, are financed by the budget of FEICOM, financial year 2021 and following.

8. Bid bond

Under penalty of rejection, each tenderer must attach to his administrative documents a bid bond drawn up by a bank of first order approved by the Ministry of Finances and listed in Exhibit 12 of the CAD for an amount equal to

four hundred and ninety thousand (490,000) CFA francs, valid for a period of thirty (30) days, beyond the validity of the bids.

9. Consultation of Tender File :

The Bidding Documents can be consulted during business hours at the BATCHAM Town Hall, Tél : 696 94 31 78 / 683 91 92 34, from the publication of this notice.

10. Acquisition of Tender File :

The Tender File can be obtained during business hours at the BATCHAM Town Hall, Tél: 696 94 31 78 / 683 91 92 34 from the publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of forty-one thousand five hundred (41,500) CFA francs payable to the Municipal Revenue of BATCHAM Council.

11. Submission of tenders

Bids written in French or English in seven (07) copies of which one (01) is original and six (06) copies marked as such will be deposited in a sealed envelope against receipt in the services of BATCHAM Town Hall. No later than 25/10/22 at 08h00 local time at Partnership Follow-up of Projects and Contracts Office, and shall be marked as follows:

“
NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N° 11 / RNIT/C-BATCHAM/CIPM/2021 OF 28/09/22
FOR THE MANAGEMENT OF THE BUILDING WORKS OF THE BATCHAM TOWN HALL”
“
TO BE OPEN ONLY IN THE SESSION OF COUNTING
”

Tenders received after the deadline for submission of tenders will not be received.

The offers are placed in two (02) envelopes, one of which contains the administrative documents and the technical offers, separate from the one containing the financial offer. In addition to the number of copies of the required by the specific rules of the call for tenders, the bidder is required to submit tenderer is required to submit one copy of the financial offer in a separate sealed, a separate envelope sealed and marked as such to serve as a sample bid for the to the Procurement Regulatory Authority for safekeeping preservation. Failure to submit this sample bid shall result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned.

12. Admissibility of offers

In the event of rejection, the administrative documents required must be produced in original or certified copies by the issuing department or a competent authority (Senior Divisional Officer, Divisional Officer ...), in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Appeal d'offers.

They must be dated less than three (03) months before the original date for submission of tenders or have been established after the date of signature of the Notice of Invitation to Tender.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Bidding Document shall be declared inadmissible. Notably the absence of the bid bond issued by a bank of first order approved by the changed Ministry of Finances.

13. Opening of bids

The opening of the bids, which will take place in two stages, will initially open administrative and technical offers, followed in a second step by financial offers from tenderers who have obtained the minimum technical score of eighty (80) points out of a hundred (100)

The opening of administrative documents and technical tenders will take place on 25/10/2022 at 08H00 hours, local time by the Internal Tender Board (CIPM), in the meeting room of the BATCHAM Council.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly mandated person of their choice

14. Evaluation Criteria

a. Eliminary criteria:

The elimination criteria set the minimum conditions to be admitted for evaluation according to the essential criteria Failure to comply with these criteria will lead to the rejection of the tender offer.

These include :

- absence of an administrative document not regulated within 48 hours ;
- absence of the bid bond ;
- false statement or falsified document ;
- absence of certificate of non-abandonment of public contract signed on honor;
- omission in the financial offer of a quantified unit price;
- technical score lower than 80 points out of 100.

b. Essential criteria :

The criteria for the qualification of the candidates will be indicative of :

- ✓ the company's references in the field of similar services ;
- ✓ the experience of the staff, in particular that of the Head of Mission in similar services ;
- ✓ Business and financial capacity of the Company ;
- ✓ material and logistical means;
- ✓ methodology of performance of services ;
- ✓ planning of performance of services ;
- ✓ suggestions of the Consultant.

NB: Only technically acceptable offers (Technical Note greater than or equal to 80% will be retained for The financial evaluation)

15. Selection method of consultant

Attribution The consultant will be selected by the quality-cost selection method, in accordance with the procedures described in this DAO.

16. Validity of offers

Bidders shall remain bound by their bid for ninety (90) days from the closing date for the submission of bids.

17. Addings

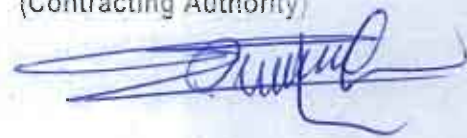
The Mayor of BATCHAM Council serves right in case of necessity to add quit other useful subsequent modification to the present invitation to tender.

17. Complementary information

Additional information can be obtained during working hours at the BATCHAM council
Tél : 696 94 31 78 / 683 91 92 34.

Done in BATCHAM, the 26/09/2022

THE MAYOR
(Contracting Authority)



Ampliations :

- FEICOM (for information) ;
- BATCHAM Council (for information) ;
- President CRPM (for information) ;
- MINMAP Bamboutos;
- ARMP / WEST (for insertion in the JDM).
- Display.

PIÈCE N° 02 : RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

TABLE DES MATIERES

1	Introduction.....	
2.	Eclaircissements, modifications apportés au DAO et recours.....	
3.	Etablissement des propositions.....	
	Proposition technique.....	
	Proposition financière.....	
4.	Soumission, réception et Ouverture des propositions.....	
5.	Evaluation des propositions.....	
	Généralités.....	
	Evaluation des Propositions techniques.....	
	Ouverture et évaluation des Propositions financières et recours.....	
6.	Négociations.....	
7.	Attribution du Contrat.....	
8.	Publication des résultats d'attribution et recours.....	
9	Confidentialité.....	
10.	Signature du marché.....	
11.	Cautionnement définitif.....	

1. INTRODUCTION

1.1. Le Maître d'Ouvrage sélectionne un Prestataire parmi les candidats ceux ayant concourus, conformément à la méthode de sélection spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

1.2. Les Candidats sont invités à soumettre un dossier administratif, une proposition technique et une proposition financière pour la prestation des services nécessaires à la mission désignée dans les Termes de Référence. La proposition servira de base aux négociations du contrat et, à terme, au contrat signé avec le Candidat retenu.

1.3. La mission sera accomplie conformément au calendrier indiqué dans les Termes de Référence. Lorsque la mission comporte plusieurs phases, la performance du Prestataire durant une phase donnée devra donner satisfaction au Maître d'Ouvrage avant la phase suivante.

1.4. Les Candidats doivent s'informer des conditions locales et en tenir compte dans l'établissement de leur proposition. Pour obtenir des informations de première main sur la mission et les conditions locales, il est recommandé aux Candidats, avant de soumettre une proposition, d'assister à la conférence préparatoire aux propositions, si le RPAO en prévoit une. Mais participer à ce genre de réunion n'est pas obligatoire. Les représentants des Candidats doivent contacter les responsables mentionnés dans le RPAO pour organiser une visite ou obtenir des renseignements complémentaires sur la conférence préparatoire. Les Candidats doivent faire en sorte que ces responsables soient avisés de leur visite en temps voulu pour pouvoir prendre les dispositions appropriées.

1.5. Le Maître d'Ouvrage fournit les intrants spécifiés dans les Termes de Référence, aide le Prestataire à obtenir les documents nécessaires à la prestation des services, et fournit les données et rapports afférents aux projets.

1.6. Veuillez noter que:

i. Les coûts de l'établissement de la proposition, et de la négociation du contrat, y compris de la visite au maître d'ouvrage, ne sont pas considérés comme des coûts directs de la mission et ne sont donc pas remboursables; et que

ii. Le Maître d'Ouvrage n'est tenu par aucune des propositions qui lui auront été soumises.

1.7. Les Prestataires fournissent des conseils professionnels objectifs et impartiaux; en toutes circonstances ils défendent avant tout les intérêts du Maître d'Ouvrage, sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure, et qu'ils évitent scrupuleusement toute possibilité de conflit avec d'autres activités ou avec les intérêts de leur société. Les prestataires ne doivent pas être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres Maîtres d'Ouvrages, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité d'exécuter leur tâche au mieux des intérêts du Maître d'Ouvrage.

1.7.1. Sans préjudice du caractère général de cette règle, les Prestataires ne sont pas engagés dans les circonstances stipulées ci-après:

a. Aucune entreprise engagée par le Maître d'Ouvrage pour fournir des biens ou réaliser des prestations pour un projet, ni aucune entreprise qui lui est affiliée, n'est admise à fournir des services de conseil pour le même projet. De la même manière, aucun bureau d'études engagé pour fournir des services de conseil en vue de la préparation ou de l'exécution d'un projet, ni aucune entreprise qui lui est affiliée, n'est admis ultérieurement à fournir des biens, réaliser des prestations, ou assurer des services liés à sa mission initiale pour le même projet (à moins qu'il ne s'agisse d'une continuation de cette mission);

b. Ni les prestataires ni aucune des entreprises qui leur sont affiliées ne peuvent être engagés pour une mission qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec une autre de leurs missions.

1.7.2. Comme indiqué à l'alinéa (a) de la clause 1.7.1 ci-dessus, des Prestataires peuvent être engagés pour assurer des activités en aval lorsqu'il est essentiel d'assurer une certaine continuité, auquel cas le RPAO doit faire état de cette possibilité et les critères utilisés dans la sélection du prestataire doivent prendre en compte la probabilité d'une reconduction. Il appartiendra exclusivement au Maître d'Ouvrage de décider de faire exécuter ou non des activités en aval et, dans l'affirmative, de déterminer quel Prestataire sera engagé à cette fin.

1.8. Le Maître d'Ouvrage exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, le Maître d'Ouvrage :

a. Définit aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii. Pratiques collusoires" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv. Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Rejeter à une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

1.9. Les candidats communiquent les renseignements sur les commissions et primes éventuellement réglées ou devant être réglées à des agents en rapport avec la présente proposition, et l'exécution du contrat s'il est attribué au candidat, comme demandé sur le formulaire de proposition financière (lettre de soumission).

1.10. Les candidats ne doivent pas avoir été déclarés exclus par le Maître d'Ouvrage de toutes attributions de contrats pour corruption ou manœuvres frauduleuses.

2. ECLAIRCISSEMENTS, MODIFICATIONS APPORTES AU DAO ET RECOURS

2.1. Les candidats invités à soumissionneront jusqu'à une date limite précisée dans le RPAO pour demander des éclaircissements sur l'un quelconque des documents du DAO. Toute demande d'éclaircissement doit être formulée par écrit, et expédiée par courrier, télécopie, ou courrier électronique à l'adresse du Maître d'Ouvrage figurant sur le RPAO. Le maître d'ouvrage donne sa réponse par courrier, télécopie ou courrier électronique à tous les candidats destinataires de la lettre d'invitation et envoie des copies de la réponse (en y joignant une explication de la demande d'éclaircissement, sans en identifier l'origine) à tous ceux d'entre eux qui entendent soumettre des propositions.

2.2. À tout moment avant la soumission des propositions, le Maître d'Ouvrage peut, pour n'importe quelle raison, soit de sa propre initiative, soit en réponse à une demande d'éclaircissement d'un candidat invité à soumissionner, modifier l'un des documents du DAO au moyen d'un additif. Tout additif est publié par écrit sous la forme d'un addendum. Les addendas sont communiqués par courrier, télécopie ou courrier électronique à tous les candidats sollicités, et ont force obligatoire pour eux. Le Maître d'Ouvrage peut, à sa convenance, reporter la date limite de remise des propositions.

2.3. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de préqualification des candidats, et l'Ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Maître d'Ouvrage.

2.4. Le recours doit être adressé au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission. Il doit parvenir au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'Ouverture des offres.

2.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

3. ETABLISSEMENT DES PROPOSITIONS

3.1. Les candidats sont tenus de soumettre une proposition rédigée dans la(les) langue(s) spécifiée(s) dans le RPAO.

Proposition technique

3.2. Lors de l'établissement de la Proposition technique, les Candidats sont censés examiner les documents constituant le présent Dossier de Consultation en détail. L'insuffisance patente des renseignements fournis peut entraîner le rejet d'une proposition.

En établissant la Proposition technique, les Candidats doivent prêter particulièrement attention aux considérations suivantes:

i. Le Candidat qui estime ne pas posséder toutes les compétences nécessaires à la mission peut se les procurer en s'associant avec un ou plusieurs Candidat(s) individuel(s) et/ou d'autres Candidats sous forme de co-entreprise ou de sous-traitance, en tant que de besoin. Les Candidats ne peuvent s'associer avec les autres Candidats sollicités en vue de cette mission qu'avec l'approbation du Maître d'Ouvrage, comme indiqué dans le RPAO. Les candidats sont encouragés à rechercher la participation de candidats nationaux en concluant des actes de co-entreprise (actes notariés) avec eux ou en leur sous-traitant une partie de la mission;

ii. Pour les missions reposant sur le temps de travail, l'estimation du temps de travail du personnel est fournie dans le RPAO. Cependant, la proposition doit se fonder sur l'estimation du temps de travail du personnel qui est fait par le Candidat;

iii. Il est souhaitable que le personnel spécialisé proposé soit composé en majorité de salariés permanents du Candidat ou continue d'entretenir avec lui une relation de travail stable;

iv. Le personnel spécialisé proposé doit posséder au minimum l'expérience indiquée dans le RPAO, qu'il aura de préférence acquise dans des conditions de travail analogues à celles du pays où doit se dérouler la mission;

v. Il ne peut être proposé un choix de personnel spécialisé, et il n'est autorisé de soumettre qu'un curriculum vitae (CV) par poste.

3.3. Les rapports que doivent produire les Candidats dans le cadre de la présente mission doivent être rédigés dans la (les) langue (s) stipulée (s) dans le RPAO. Il est souhaitable que le personnel du Candidat ait une bonne connaissance pratique des langues française et anglaise;

3.4. La Proposition technique fournit les informations suivantes à l'aide des Tableaux joints (Pièce4):

i. Une brève description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires (Tableau 5B). Pour chaque mission, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le candidat;

ii. Toutes les observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de référence et les données, services et installations à fournir par le Maître d'Ouvrage (Tableau 5C);

iii. Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau 5D);

iv. La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau 5E);

v. Des curricula vitæ récemment signés par le personnel spécialisé proposé et le représentant du Candidat habilité à soumettre la proposition (Tableau 5F). Parmi les informations clés doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience du Candidat et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions au cours des dix (10) dernières années;

vi. Les estimations des apports de personnel (cadres et personnel d'appui, temps)nécessaire à l'accomplissement de la mission, justifiées par des diagrammes à barres indiquant le temps de travail prévu pour chaque cadre de l'équipe (Tableaux 5E et 5G);

vii. Une description détaillée de la méthode, de la dotation en personnel et du suivi envisagés pour la formation, si le RPAO spécifie que celle-ci constitue un élément majeur de la mission;

4. SOUMISSION, RECEPTION ET RESTREINTURE DES PROPOSITIONS

4.1. L'original de la proposition doit être rédigé à l'encre indélébile. Il ne doit comporter aucun ajout entre les lignes ou surcharge sur le texte même, si ce n'est pour corriger les éventuelles erreurs du candidat lui-même, toute correction de ce type devant alors être paraphée par le (les)signataire(s)des propositions.

4.2. Un représentant habilité du candidat doit parapher toutes les pages de la proposition. Son habilitation est confirmée par une procuration écrite jointe aux propositions.

4.3. Pour chaque proposition, les candidats doivent préparer le nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO. Chaque Proposition technique et financière doit porter la mention "ORIGINAL" ou "COPIE", selon le cas. En cas de différence entre les exemplaires des propositions, c'est l'original qui fait foi.

4.4. Les candidats doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention "DOSSIER ADMINISTRATIF", l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention "PROPOSITION TECHNIQUE", et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention "PROPOSITION FINANCIERE" et l'avertissement "NE PAS OUVRIR EN MEME TEMPS QUE LA PROPOSITION TECHNIQUE". Les Candidats placent ensuite ces trois enveloppes dans une même enveloppe cachetée, laquelle porte l'adresse du lieu de

dépôt des soumissions et les renseignements indiqués dans le RPAO, ainsi que la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

4.5. La Caution de Soumission peut être saisie :

- a. si le Soumissionnaire retire son offre durant la période de validité;
- b. si, dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché, l'attributaire du Marché ne parvient pas:
 - i. à signer le marché, ou
 - ii. à fournir le cautionnement définitif requis.

4.6. Le dossier administratif, la proposition technique et la Proposition financière dûment établis doivent être remis à l'adresse indiquée au plus tard à la date et à l'heure figurant dans le RPAO. Toute proposition reçue après l'heure limite de soumission des propositions est retournée à l'expéditeur sans avoir été Restreinte.

4.7. Dès que l'heure limite de remise des propositions est passée, les dossiers administratif et technique sont Restreints par la Commission de Passation des Marchés. La Proposition financière reste cachetée et est confiée au Président de la Commission de Passation des Marchés compétente qui la conserve jusqu'à la séance de l'Ouverture des propositions financières.

5. EVALUATION DES PROPOSITIONS

Généralités

5.1. Les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la Sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre la Ouverture des plis et l'attribution du marché.

5.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer les propositions de la Commission des Marchés, relatives à l'évaluation et la comparaison des offres ou les décisions du Maître d'Ouvrage en vue de l'attribution d'un marché, pourra entraîner le rejet de son offre.

Evaluation des Propositions techniques

5.3. La Sous-commission d'analyse mise en place par la Commission de Passation des Marchés évalue les propositions techniques sur la base de leur conformité aux termes de référence, à l'aide des critères d'évaluation, des sous-critères (en règle générale, pas plus de trois par critère) et du système de points spécifiés dans le RPAO. Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique (ST). Une proposition est rejetée à ce stade si elle ne satisfait pas à des aspects importants des termes de référence, ou n'atteint pas le score technique minimum spécifié dans le RPAO.

5.4.A l'issue de l'évaluation de la qualité technique, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué avise les candidats dont les propositions n'ont pas obtenu la note technique requise, que leurs offres n'ont pas été retenues ; leurs propositions financières leur seront donc restituées en l'état sur demande. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, dans le même temps, avise les Candidats qui ont obtenu la note de qualification minimum, et leur indique la date, l'heure et le lieu de l'Ouverture des propositions financières. Cette notification peut être adressée par courrier recommandé, télécopie ou courrier électronique.

Ouverture et évaluation des propositions financières et recours

5.6. Les propositions financières sont Restreintes par la Commission de Passation des Marchés, en présence des représentants des Candidats qui désirent y assister. Le nom du candidat et les prix proposés sont lus à haute voix et consignés par écrit lors de l'Ouverture des Propositions financières. Le président de la commission dresse un procès-verbal de la séance.

5.7. A la fin de chaque séance d'Ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

5.8. En cas de recours, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'Ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents

5.9. La Sous-commission d'analyse établit si les Propositions financières sont complètes (c'est-à-dire si tous les éléments de la Proposition technique correspondante ont été chiffrés); corrige toute erreur de calcul, et convertit les prix exprimés en diverses monnaies en francs CFA. Les coûts de vente officiels utilisés à cet effet, fournis par la BEAC, sont ceux en vigueur à la date limite de dépôt des propositions. L'évaluation est faite sans tenir compte des impôts, droits, taxes et autres charges fiscales tels que définis au paragraphe 3.7.

5.10. En cas de sélection qualité-coût, la proposition financière conforme la mieux disante (Fm) reçoit un score financier (SF) de 100 points. Les scores financiers (SF) des autres Propositions financières sont calculés comme indiqué dans le RPAO. Les propositions sont classées en fonction de leurs Scores technique (ST) et financier (SF) combinés après introduction de pondérations (T étant le poids attribué à la Proposition technique et P le poids accordé à la Proposition financière; T+P étant égal à 100, comme indiqué dans le RPAO). Le Candidat ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé est invité à des négociations.

5.11 En cas de sélection dans le cadre d'un budget déterminé, la Sous-commission d'analyse retient le Consultant ayant remis la Proposition technique la mieux classée dans les limites du budget (« prix évalué »). Les propositions dépassant ce budget sont rejetées. En cas de sélection au moindre coût, le Maître d'Ouvrage retient la proposition la moins disante (« prix évalué ») parmi celles qui ont obtenu le score technique minimum requis. Dans les deux cas, le Consultant sélectionné est invité à des négociations.

6. NEGOCIATIONS

6.1. Les négociations auront lieu à l'adresse indiquée dans le RPAO, entre le Maître d'Ouvrage et le candidat dont la proposition est retenue, l'objectif étant de parvenir à un accord sur tous les points et designer un contrat.

En aucun cas des négociations ne peuvent être conduites avec plus d'un candidat à la fois. Ces négociations, qui ne doivent pas porter sur les prix unitaires, sont sanctionnées par un procès-verbal signé par les deux parties.

6.2 Les négociations comportent une discussion de la Proposition technique, de la méthodologie proposée (plan de travail), de la dotation en personnel et de toute suggestion faite par le Candidat pour améliorer les Termes de référence. Le Maître d'Ouvrage et le candidat mettent ensuite au point les termes de référence finaux, la dotation en personnel, et les diagrammes à barres indiquant les activités, le personnel utilisé, et le temps passé sur le terrain et au siège, le temps de travail en mois, les aspects logistiques et les conditions d'établissement des rapports. Le plan de travail et les termes de référence finaux qui ont été convenus sont ensuite intégrés à la «description des services», qui fait partie du contrat. Il faut veiller tout particulièrement à obtenir du candidat retenu le maximum qu'il puisse offrir dans les limites du budget disponible, et à définir clairement les intrants que le Maître d'Ouvrage doit fournir pour assurer la bonne exécution de la mission.

6.3. Les négociations financières visent notamment à préciser (le cas échéant) les obligations fiscales du Candidat en République du Cameroun, et la manière dont elles sont prises en compte dans le contrat; elles intègrent aussi les modifications techniques convenues au coût des services. Sauf circonstances exceptionnelles, les négociations financières ne portent ni sur les taux de rémunération du personnel (pas de décomposition de ces taux), ni sur d'autres taux unitaires quel que soit le mode de sélection.

6.4. Ayant fondé son choix du Candidat, entre autres, sur une évaluation du personnel spécialisé proposé, le Maître d'Ouvrage entend négocier le contrat sur la base des experts dont le nom figure dans la proposition. Préalablement à la négociation du contrat, le Maître d'Ouvrage exige l'assurance que ces experts soient effectivement disponibles. Elle ne prend en considération aucun remplacement de ce personnel durant les négociations, à moins que les deux parties ne conviennent que ce remplacement a été rendu inévitable par un trop grand retard du processus de sélection, ou que ces remplacements sont indispensables à la réalisation des objectifs de la mission. Si tel n'est pas le cas, et s'il est établi que le Candidat a proposé une personne clé sans s'être assuré de sa disponibilité, la société peut être disqualifiée.

6.5. Les négociations s'achèvent par un examen du projet de contrat. En conclusion des négociations, le Maître d'Ouvrage et le candidat paraphent le contrat convenu. Si les négociations échouent, le Maître d'Ouvrage invite le Candidat dont la proposition a été classée en deuxième position à des négociations.

7 ATTRIBUTION DU CONTRAT

7.1. Le contrat est signé une fois les négociations menées à bien. L'Autorité contractante attribue et publie les résultats.

7.2. Le candidat est censé commencer sa mission à la date et au lieu spécifié dans le RPAO.

8. PUBLICATION DES RESULTATS D'ATTRIBUTION ET RECOURS

8.1 L'Autorité contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

8.2. L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande

8.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de

quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics.

8.4. En cas de recours tel que prévu par le Code des marchés publics, il doit être adressé à l'autorité chargée des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué et au Président de la Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

9. CONFIDENTIALITE

Aucun renseignement concernant l'évaluation des propositions et les recommandations d'attribution ne doit être communiqué aux Candidats ayant soumis une proposition ou à toute autre personne n'ayant pas qualité pour participer à la procédure de sélection, tant que l'attribution du contrat n'a pas été notifiée au Candidat gagnant.

10. SIGNATURE DU MARCHE

10.1. Après publication des résultats, le projet de marché n'est plus transmis à la Commission de Passation des Marchés Publics, sauf en cas de gré à gré.

10.2. L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché, à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la Commission des Marchés compétente et souscrit par l'attributaire.

10.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

11. CAUTIONNEMENT DEFINITIF

11.1. Dans les vingt-(20) jours suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage, le prestataire fournira au Maître d'Ouvrage un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

11.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

11.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

11.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG.

PIÈCE N° 03 : RÈGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

CLAUSES DU RGAO	DONNEES PARTICULIERES
1.1.	Nom du Maître d'Ouvrage bénéficiaire des prestations : MAIRE DE LA COMMUNE DE BATCHAM Mode de sélection : Qualité – Coût
1.2.	<p>OBJET : MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE DE BATCHAM</p> <p>Description de la mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'analyse, amélioration et approbation des documents d'exécution des travaux produits par l'entreprise, - le contrôle des spécifications du matériel et matériaux fournis qui doivent être conforme aux normes en la matière, - le contrôle et le suivi de l'exécution des travaux qui doivent être conformes aux prescriptions techniques et aux exigences du marché, - la tenue régulière des réunions de chantier (au moins hebdomadaires) et production des procès-verbaux de réunion, - la gestion du projet dans l'enveloppe y afférent, - la production des rapports mensuels de suivi des travaux, - l'établissement des attachements et des décomptes des travaux suivant le modèle FEICOM en étroite collaboration avec l'entreprise sur la base des constats contradictoire des travaux effectués avec toutes les parties prenantes, - s'assurer de la tenue des documents de chantier (journal de chantier, plan d'exécution, etc) - jouer le rôle d'interface entre les autres acteurs à travers l'organisation des réunions spécifiques de chantier, constats et réception des travaux des travaux avec rédaction des procès-verbaux y afférent, - accompagnement et validation des plans de recollement, - la production du rapport final. <p><i>NB : le prestataire devra veiller à suivre les travaux dans leur intégralité et en cas d'arrêt du chantier, il sera recommandé au bureau de contrôle de solliciter une suspension de ses délais contractuels.</i></p>
1.3.	<p>La mission comporte trois phases avec validation à la fin de chaque phase :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^{ère} phase : Remise du rapport préliminaire (08 exemplaires) notamment la validation de tous les documents d'exécution de l'entreprise ainsi que le plan d'action de suivi de la mission de contrôle. - 2^{ème} phase : Remise des rapports mensuels de suivi accompagnés de tous les documents attestant le suivi effectif des travaux par la mission de contrôle (08 exemplaires). - 3^{ème} phase : Organisation de la réception provisoire et remise du rapport final (08 exemplaires).
1.4.	Aucune conférence préalable à l'établissement des propositions n'est prévue.
1.5.	Le Maître d'Ouvrage fournit les intrants suivants: DAO des travaux avec plans d'ensemble incorporés, marché de l'entreprise en charge des travaux
1.7.2.	Le Maître d'Ouvrage envisage la nécessité d'assurer une certaine continuité pour les activités en aval : Non
1.8.	Les clauses du contrat relatives aux manœuvres frauduleuses et à la corruption sont les suivantes : RAS
2.1.	Des éclaircissements peuvent être demandés 15 jours avant la date limite de dépôt des offres. Les demandes d'éclaircissement doivent être expédiées à l'adresse suivante : Le Maire de la Commune de BATCHAM Tél : 696 94 31 78 / 683 91 92 34
3.1	Les propositions doivent être soumises dans la (les) langue(s) suivante (s) : Français / Anglais

CLAUSES DU RGAO	DONNEES PARTICULIERES
3.2.	Deux cabinets peuvent s'associer : Oui
3.3.	Langue(s) de rédaction des rapports afférents à la mission : Français ou anglais
3.4.	La formation constitue un élément majeur de cette mission : Non Autres renseignements à fournir dans la proposition technique : RAS
3.7.	Impôts : Le Consultant est assujéti aux impôts et taxes en vigueur en République du Cameroun.
3.8.	L'élément dépenses locales doit être libellé dans la monnaie nationale : Oui (en Francs CFA)
3.10.	Les propositions doivent demeurer valides 90 jours après la date de soumission, soit jusqu'au _____
4.3.	Les prestataires doivent soumettre un (01) original et six (06) copies de chaque proposition. En plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis par le règlement particulier d'appel d'offres, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière dans une enveloppe séparée scellée et marquée comme tel pour servir d'offre témoin destinée à l'Organisme chargé de la régulation des marchés publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.
4.4.	<p>Adresse de soumission des propositions :</p> <p>Renseignements à ajouter sur l'enveloppe extérieure :</p> <p style="text-align: center;">« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE D'URGENCE N° _____/AONR/C-BATCHAM/CIPM/2022 DU _____ POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE DE BATCHAM » « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »</p>
4.6.1.	<p>1. VOLUME 1 : Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la déclaration d'intention de soumissionner (suivant modèle joint) b. une attestation de non redevance certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours, datant de moins de trois mois. c. l'attestation d'immatriculation timbrée ; d. une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Grande Instance ou par la Chambre d'Industrie et du Commerce du lieu de résidence du soumissionnaire datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ; e. une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances du Cameroun. f. la quittance d'achat du dossier d'appel d'offres d'un montant de quarante un mille cinq cent fcfa. g. la caution de soumission (suivant modèle joint) d'une durée de validité de 120 jours et d'un montant de quatre cent quatre-vingt-dix mille (490 000) FCFA. h. une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP. i. une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois ; j. le rapport de visite de site signé sur l'honneur. <p>2. VOLUME 2: Le dossier technique contiendra les pièces ci-après visées dans le 3.4 du RGAO :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. une brève description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires (Tableau 5B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part

CLAUSES DU RGAO	DONNEES PARTICULIERES
	<p>prise par le Candidat ;</p> <ul style="list-style-type: none"> b. toutes observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de Référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage (Tableau 5C) ; c. un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau 5D) ; d. La liste du matériel mobilisé par le Cabinet nécessaire à l'accomplissement de sa mission ; e. la composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau 5E) ; f. des curricula vitæ récemment signés par le personnel spécialisé proposé et le représentant du Candidat habilité à soumettre la proposition (Tableau 5F). Parmi les informations clés doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience du Candidat et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions au cours des dix (10) dernières années ; g. les estimations des apports de personnel (cadres et personnel d'appui, temps nécessaire à l'accomplissement de la mission) justifiées par des diagrammes à barres indiquant le temps de travail prévu pour chaque cadre de l'équipe (Tableaux 5E et 5G) <p><u>N.B.</u> : La Proposition technique ne doit comporter aucune information financière.</p>
4.6.2.	<p>3. VOLUME 3: La proposition financière contiendra les pièces ci-après visées du 3.6 du RGAO:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la proposition financière conformément aux tableaux types y afférents (pièce n°5 du DAO: modèles 6A à 6J) <p><u>NB:</u> toutes les pièces de la proposition financière doivent être signées et paraphées à chaque page. En outre, la soumission doit être timbrée.</p> <ul style="list-style-type: none"> b. le Cahier des Clauses Administratives et Particulières (CCAP) paraphé à chaque page. <p>Les pièces administratives, les propositions techniques dans une enveloppe et financières dans une autre enveloppe doivent être soumis au plus tard aux adresses, date et heure suivantes : Mairie de BATCHAM Tél : 696 94 31 78 / 683 91 92 34 Date : _____ à _____ heure locale</p>
5.1	<p>Les dossiers administratifs et les propositions techniques seront restreints par la Commission Interne de Passation des Marchés de BATCHAM située dans la salle de réunion de la Mairie de BATCHAM. le _____ à _____ heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une bonne connaissance des dossiers.</p> <p>Tout complément d'information à l'Autorité Contractante doit être envoyé à l'adresse mentionnée au 4.6.2 ci-dessus.</p>

CLAUSES DU RGAO	DONNEES PARTICULIERES
5.3	GRILLE D'EVALUATION
	<p><u>I- Critères éliminatoires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - absence d'une pièce administrative non régularisée dans un délai de 48 heures suivant l'ouverture des plis ; - absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ; - fausse déclaration ou pièce falsifiée ; - omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ; - absence d'attestation de non abandon de marché public signée sur l'honneur ; - note technique inférieure à 80 points sur 100.
	<p><u>II- Critères essentiels</u></p> <p>Le nombre de points attribués pour chaque critère et sous critère d'évaluation est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qualification et expérience du personnel 30 points ; - moyens logistiques et matériels 20 points ; - capacité financière 10 points ; - références justifiées des prestations similaires ... 05 points ; - compréhension de la mission et présentation de la méthodologie, du chronogramme et de l'organisation du travail 10 points ; - suggestions du consultant 05 points ; - présentation générale de l'offre 20 points. <p>Le score technique (ST) minimum requis est de 80 points/100</p>

GRILLE D'EVALUATION

	ENTREPRISE :	B.P :	
A	QUALIFICATION ET EXPERIENCE DU PERSONNEL SUR 30		
A1	CHEF DE MISSION	Notation	Note obtenu
A1.1	Copie certifiée conforme du diplôme d'Ingénieur des Travaux de Génie Civil ou plus	03	
A1.2	CV signé et daté	03	
A1.3	Attestation de disponibilité	03	
A1.4	Attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil	03	
A1.5	Dix (10) ans ou plus comme Ingénieur de Génie Civil	02	
	TOTAL CHEF DE MISSION	14	/14
A2	TECHNICIEN DE SUIVI DE GÉNIE CIVIL	Notation	Note obtenu
A2.1	Copie certifiée conforme du diplôme de Technicien Supérieur de Génie Civil	02	
A2.2	CV signé et daté	02	
A2.3	Attestation de disponibilité	02	
A2.4	Cinq (05) ans ou plus comme Technicien de Génie Civil	02	
	TOTAL TECHNICIEN DE SUIVI DE GÉNIE CIVIL	08	/08
A3	TECHNICIEN DE SUIVI DES CORPS D'ÉTATS TECHNOLOGIQUE	Notation	Note obtenu
A3.1	Copie certifiée conforme du diplôme de Technicien Supérieur des techniques industrielles minimum ou équivalent	02	
A3.2	CV signé et daté	02	
A3.3	Attestation de disponibilité	02	
A3.4	Cinq (05) ans ou plus comme Technicien Supérieur des techniques industrielles	02	
	TOTAL TECHNICIEN DE SUIVI DES CORPS D'ÉTATS TECHNOLOGIQUE	08	/08
B	MOYENS LOGISTIQUES SUR 20	Notation	Note obtenu
B.1	Matériels des essais et de contrôles qualité (Mesure, topographie, géotechnique)	10	
B.2	Véhicule de liaison pick-up 4x4	05	
B.3	Matériels informatiques pour la production des rapports mensuels de suivi (Ordinateur, Imprimante, appareil photo numérique, etc.)	05	
	TOTAL MOYENS LOGISTIQUES	20	/20

C	CAPACITÉ FINANCIÈRE	Notation	Note obtenu
C.1	Surface financière d'au moins dix millions (10 000 000 FCFA)	10	
	TOTAL CAPACITÉ FINANCIÈRE	10	/10
D	RÉFÉRENCES JUSTIFIÉES DANS LES PRESTATIONS SIMILAIRES SUR 20	Notation	Note obtenu
D.1	Au moins 04 Marchés publics de construction d'hôtel de ville exécutés réceptionné d'un montant d'au moins vingt millions (20 000 000 FCFA) (Joindre les copies des PV de réception provisoire, les copies des premières et dernières pages des contrats de Marchés y afférant).	05	
	TOTAL RÉFÉRENCES JUSTIFIÉES DANS LES PRESTATIONS SIMILAIRES	05	/05
E	COMPRÉHENSION DE LA MISSION ET MÉTHODOLOGIE SUR 10	Notation	Note obtenu
E.1	Note explicative sur la compréhension de la mission	05	
E.2	Méthodologie de contrôle à adopter	05	
	TOTAL COMPRÉHENSION DE LA MISSION ET MÉTHODOLOGIE	10	/10
F	SUGGESTIONS DU CONSULTANT SUR 05	Notation	Note obtenu
F.1	Suggestions du consultant	05	
	TOTAL SUGGESTIONS DU CONSULTANT	05	/05
G	PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'OFFRE SUR 05	Notation	Note obtenu
G.1	Lisibilité de l'offre	05	
G.2	Reliure	10	
G.3	Intercalaires couleurs	05	
	TOTAL PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'OFFRE	20	/20
	TOTAL GÉNÉRAL	100	/100

L'offre la mieux distante se verra attribuer le score financier (SF) 100 points. La formule utilisée pour établir les scores financiers est la suivante :

$$SF = 100 - \left(\frac{Mt(i) - Mt}{Mt} \right) \times 100$$

où $Mt(i)$ est le montant de l'offre financière du candidat i , et Mt est le montant de l'offre la mieux distante

La prépondérance sera portée sur le score technique et le score global et/ou définitif d'un candidat sera alors de :

$$0,70 \times ST + 0,30 \times SF$$

L'offre la mieux distante sera celle qui aura obtenu le plus grand score global à l'issue de l'évaluation.

PIÈCE N° 04 : LA PROPOSITION TECHNIQUE (TABLEAUX TYPES)

SOMMAIRE

5A. Lettre de soumission de la proposition technique	33
5B. Références du Candidat	34
5C. Observations et suggestions du consultant sur les termes de référence et sur les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage.....	35
5D. Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission	36
5E. Composition de l'équipe et responsabilités des membres	37
5F. Modèle de Curriculum Vitae (CV) du personnel spécialisé proposé.....	38
5G. Calendrier du personnel spécialisé.....	40
5H. Calendrier des activités (programme de travail)	41

5A. Lettre de soumission de la proposition technique

M. le Contractant

Monsieur le Maire

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de prestataire, pour mener la Maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'Hôtel de ville de la Commune de BATCHAM conformément à l'avis d'Appel d'Offres Ouvert N° _____ en date du _____ et à notre proposition. Nous vous soumettons par les présentes notre Proposition Technique.

Si les négociations ont lieu pendant la période de validité de la proposition, c'est-à-dire avant le _____, nous nous engageons à négocier sur la base du personnel proposé ici. Notre proposition a pour nous force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du contrat.

Nous savons que vous n'êtes tenue/tenu d'accepter aucune des propositions reçues.

«
Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité: Nom et titre du signataire:

Nom du Candidat: Adresse:

5B. Références du Candidat

Cette rubrique réfère aux services rendus pendant les cinq (05) dernières années et qui illustrent le mieux les qualifications du candidat.

À l'aide du formulaire ci-dessous, indiquez les renseignements demandés pour chaque mission pertinente que votre société/organisme a obtenu par contrat, soit en tant que seule société, soit comme l'un des principaux partenaires d'un groupement.

Nom de la Mission:	Pays:
Lieu:	Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme(profils):
Nom du Client:	Nombre d'employés ayant participé à la Mission:
Adresse:	Nombre de mois de travail; Durée de la Mission:
Délai:	
Date de démarrage : Date d'achèvement: (mois/année) (mois/année)	Valeur approximative des services en francs CFA HT):
Nom des prestataires associés/partenaires éventuels:	Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les prestataires associés:
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe):	
Descriptif du projet:	
Description des services effectivement rendus par votre personnel:	

Nom du candidat: _____

Produire justificatifs

5C. Observations et suggestions du consultant sur les termes de référence et sur les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage

Sur les termes de référence:

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.

Sur les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage:

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.

5D. Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission

5E. Composition de l'équipe et responsabilités des membres

1. Personnel technique/de gestion

[illegible]

2. Personnel d'appui (siège et local)

[illegible]

5F. Modèle de Curriculum Vitae (CV) du personnel spécialisé proposé

Poste:

Nom du Candidat:

Nom de l'employé:

Profession:

Diplômes:

Date de naissance:

Nombre d'années d'emploi par le Candidat :

Nationalité:

Affiliation à des associations/groupements professionnels.

Attributions spécifiques:

Principales qualifications:

[En une demi-page environ, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer le niveau des responsabilités exercées par lui/elle lors de missions antérieures, en précisant la date et le lieu.]

Formation:

[En un quart de page environ, résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]

Pièces Annexes:

- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé et éventuellement une attestation de l'ordre du corps de métier
- Attestation de disponibilité

Expérience professionnelle:

[En deux pages environ, dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin des études

par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]

Connaissances informatiques:

[Indiquer, le niveau de connaissance]

Langues:

[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/parlée.]

Attestation:

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Date:

[Signature de l'employé et du représentant habilité du consultant]

Jour/mois/année

Nom de l'employé:

Nom du représentant habilité:

5G. Calendrier du personnel spécialisé

Nom	Poste	Rapports à fournir/activités	Mois(sous forme de diagramme à barres)													Nombre de mois
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
																Sous-total(1)
																Sous-total(2)
																Sous-total(3)
							o									Sous-total(4)

Temps plein : _____

Temps partiel : _____

Rapports à fournir: _____

Durée des activités: _____

Signature: _____

(Représentant habilité)

Nom: _____

Titre: _____

Adresse: _____

5H. Calendrier des activités (programme de travail)

A. Préciser la nature de l'activité

	<i>(Mois à compter du début de la mission)</i>												
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e	12 ^e	13 ^e
Activité(tâche)													

B. Achèvement et soumission des rapports

Rapports	Date
1. Rapport initial	
2. Rapports d'avancement a. Premier rapport d'avancement b. deuxième rapport d'avancement	
3. Projet de rapport final	
4. Rapport final	

PIÈCE N° 05 : LA PROPOSITION FINANCIÈRE (TABLEAUX TYPES)

SOMMAIRE

6.A. Lettre de soumission de la proposition financière

Pour les marchés à paiement par prix forfaitaires

6.B. Etat récapitulatif des coûts

6.C. Ventilation des coûts par activité

6.D. Coût Unitaire du Personnel Clef

6.E. Coût Unitaire du Personnel d'Exécution

6.F. Ventilation de la rémunération par activité

6.G. Frais remboursables par activité

6.H. Frais divers

Pour les marchés à paiement par prix unitaires pour les marchés à paiement par prix unitaires

6.I. Cadre du Bordereau des prix unitaires

6.J. Cadre du détail estimatif

6.A. Lettre de soumission de la proposition financière

[Lieu, date]

À l'Attention de Monsieur Le Maire de la Commune
de BATCHAM
(Autorité Contractante)

Monsieur le Maire,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de prestataire, pour [titre des services] conformément à votre Avis d'Appel d'Offres n° [à indiquer] en date du [date] et à notre Proposition (nos Propositions techniques et financière).

Vous trouverez ci-joint notre Proposition financière qui s'élève à [montant en lettres et en chiffres ainsi que la clef de répartition francs CFA/devise, le cas échéant]. Ce montant net d'impôts, de droits et de taxes, que nous avons estimé par ailleurs à [montant(s) en lettres et en chiffres].

Notre Proposition financière a pour nous force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du Contrat, jusqu'à l'expiration du délai de validité de la Proposition, c'est-à-dire jusqu'au [date].

Nous savons que vous n'êtes tenue/tenu d'accepter aucune des propositions reçues. Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité: Nom et titre du signataire:
Nom du Candidat: Adresse:

6.B. Etat récapitulatif des coûts

Coûts	Monnaie(s) ^{m)}	Montant(s)
Sous-total		
Impôts, droits, taxes, et autres charges fiscales		
Montant total de la Proposition financière		

6.C. Ventilation des coûts par activité

Activité no: _____	Activité no: _____	Description: _____
Composantes du prix	Monnaie(s)	Montant(s)
Rémunération		
Frais remboursables		
Frais divers		
Sous-total		

6.D. Coûts unitaires du personnel clé

Noms et prénoms	Qualification/ fonction	Coût horaire	Coût journalier	Coût mensuel

6.E. Coûts unitaires du personnel d'exécution

Noms et prénoms	Qualification/ fonction	Coût horaire	Coût journalier	Coût mensuel

6.F. Ventilation de la rémunération par activité

Activité no: _____ Nom: _____

Noms	Poste	Apport	Rémunération Taux de change	Montant
Personnel permanent Personnel local Consultants extérieurs Total général				

6.H. Frais divers

Activité no: _____ Nom: _____

No	Description	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
1.	Frais de communications entre _____ et _____ (téléphone, fax, e-mail)				
2.	Rédaction, reproduction de rapports				
3.	Matériel: véhicules, ordinateurs, etc.				
4.	Logiciels				
	Total général				_____

6.1. Cadre du bordereau des prix unitaires

N°	DÉSIGNATION DES TACHES	U	PRIX EN CHIFFRES (en FCFA HTVA)	PRIX EN LETTRES (en FCFA HTVA)
100	<p>EXAMEN DE LA CONFORMITE DU PROJET AUX ETUDES D'EXECUTION</p> <p>Ce prix rémunère au forfait (FF) toutes les opérations de validation des documents préalables à l'exécution des travaux, notamment le projet d'exécution des ouvrages qui comprend toutes les pièces écrites et dessinées avec les propositions éventuelles devant concourir à la bonne exécution des travaux.</p>	FF		
200	<p>CONTRÔLE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX DE FONDATIONS</p> <p>Ce prix rémunère au forfait (FF) toutes les activités liées aux opérations de suivi et de contrôle des travaux de réalisation des fondations par les ingénieurs et techniciens expérimentés de l'entreprise durant toute la période d'exécution de cette phase conformément aux prescriptions techniques et documents d'exécution validés. Elle intègre la tenue régulière des réunions de chantier et les essais ou analyses éventuels confirmant la bonne mise en œuvre des travaux.</p>	FF		
300	<p>CONTRÔLE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ÉLEVATION (RDC, ETAGE, CHARPENTE-CRESTREINTURE)</p> <p>Ce prix rémunère au forfait (FF) toutes les activités liées aux opérations de suivi et de contrôle des travaux de réalisation des élévations et de la couverture du bâtiment par les ingénieurs et les techniciens expérimentés de l'entreprise durant toute la période d'exécution de cette phase de travail conformément aux prescriptions techniques et documents d'exécution validés. Elle intègre la tenue régulière des réunions de chantier et les essais ou analyses confirmant la bonne mise en œuvre des travaux.</p>	FF		

N°	DÉSIGNATION DES TACHES	U	PRIX EN CHIFFRES (en FCFA HTVA)	PRIX EN LETTRES (en FCFA HTVA)
400	<p>CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE SECOND ŒUVRE (PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ, REVÊTEMENTS, PEINTURE, VRD)</p> <p>Ce prix rémunère au forfait (FF) toutes les activités liées aux opérations de suivi et de contrôle des travaux de réalisation des travaux de second œuvre par les ingénieurs et les techniciens expérimentés de l'entreprise durant toute la période d'exécution de cette phase de travail conformément aux prescriptions techniques et documents d'exécution validés. Elle intègre la tenue régulière des réunions de chantier et les essais ou analyses confirmant la bonne mise en œuvre des travaux.</p>	FF		
500	<p>ASSISTANCE LORS DES OPÉRATIONS DE RÉCEPTION</p> <p>Ce prix rémunère au forfait (FF) toutes les activités liées aux opérations liées à l'organisation et la matérialisation de la réception de l'ouvrage ou partie d'ouvrage par la Commission compétente. Elle intègre toutes les activités préalables à ladite réception, notamment la pré-réception et la vérification de la levée des réserves éventuellement prescrites avec présentation des documents certifiant de la vérification des corrections des malfaçons.</p>	FF		
600	<p>SUPERVISION DE LA PRODUCTION DES PLANS DE RECOLLEMENT DES OUVRAGES</p> <p>Ce prix rémunère à l'ensemble (ENS) la supervision de la production des plans de recollement par l'entreprise des travaux, et qui donne de manière précise les informations nécessaires sur l'exécution réelle des travaux à travers des pièces écrites et dessinées</p>	ENS		
700	<p>PRODUCTION DES RAPPORTS MENSUELS ET DU RAPPORT FINAL</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U) la production des rapports périodiques d'exécution des travaux qui donne de manière précise la situation des travaux réalisés et des renseignements sur les moyens déployés par l'entreprise pour l'exécution des travaux. Ils décrivent aussi les actions entreprises par la mission de contrôle pour résorber lors du déroulement des travaux les problèmes relevés y compris tout autre renseignement important se rapportant à la réalisation desdits travaux.</p>	U		

6.J. Cadre du détail estimatif

N°	DÉSIGNATION	U	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
100	EXAMEN DE LA CONFORMITE DU PROJET AUX ÉTUDES D'EXÉCUTION	FF	01		
200	CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE FONDATIONS	FF	01		
300	CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ÉLEVATION (RDC, ETAGE, CHARPENTE-CRESTREINTURE)	FF	01		
400	CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE SECOND ŒUVRE (PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ, REVÊTEMENTS, PEINTURE, VRD)	FF	01		
500	ASSISTANCE LORS DES OPÉRATIONS DE RÉCEPTION	FF	01		
600	SUPERVISION DE LA PRODUCTION DES PLANS DE RECOLLEMENT DES OUVRAGES	ENS	01		
700	PRODUCTION DES RAPPORTS MENSUELS ET DU RAPPORT FINAL	U	13		
	TOTAL GENERAL HT				
	TVA (19,25%)				
	IR (.....%)				
	NET À MANDATER				

PIÈCE N° 06 : TERMES DE RÉFÉRENCE (TDR)

SOMMAIRE

- I- CONTEXTE
- II- CONSISTANCE DES TRAVAUX
- III- DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE CONTROLE
- IV- RAPPORT DE CONTROLE DES TRAVAUX
- V- PAIEMENT DES ETUDES
- VI- DELAIS
- VII- RESPONSABILITES
- VIII- OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU CHEF DE MISSION
- IX- MOYENS MATERIELS
- X- RESPONSABILITES DE L'ADMINISTRATION

TERMES DE REFERENCE EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDE CHARGE DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE DE BATCHAM

I. CONTEXTE

Dans le cadre des travaux de construction DE L'HOTEL DE VILLE DE LA COMMUNE DE BATCHAM, le Maître d'ouvrage a décidé de procéder au recrutement de Bureaux d'Etude d'Assistance à la Maîtrise d'œuvre de ces travaux conformément aux exigences du nouveau code des marchés publics en vigueur au Cameroun (Marchés dont le montant est supérieur ou égal à 250 Millions)

La mission de chaque Bureau d'Etude sera définie dans le dossier de DAO conformément à la lettre d'invitation à soumissionner, et concernera les aspects techniques et administratifs.

II. CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Les prestations du BET comprennent :

- ✓ Mission 1 DET : Direction de l'Exécution des Contrats de Travaux ;
- ✓ Mission 2 CCR : Contrôle de la Conformité des Réalisations ;
- ✓ Mission 3 AOR : Assistance aux Opérations de Réception.

Le Bureau d'Etude (Mission de Contrôle) aura en liaison avec le Chef de Subdivision des Travaux Publics des BAMBOUTOS à :

- actualiser, au démarrage des travaux, le projet d'exécution et éventuellement au fur et à mesure de l'avancement des travaux afin de fournir à l'entreprise les éléments nécessaires à la progression du chantier.
- veiller à ce que l'entreprise remette dans les délais prévus les pièces administratives suivant les clauses contractuelles (assurance, caution de bonne fin etc...) normal et matériel des travaux dans le cadre des plannings arrêtés ;
- rendre compte de façon spécifique et mensuelle de l'évolution des travaux
- contrôler l'origine, la provenance et la qualité des matériaux et les réceptionner ;
- surveiller et éventuellement déterminer sur le plan technique, dans le détail, la mise en œuvre des matériaux en conformité avec les prescriptions techniques et environnementales, suivant les règles de l'art qui seront précisées dans le dossier de Cotation et dans les directives ;
- établir et notifier les ordres de service à caractère technique sur le déroulement normal des travaux ;
- organiser avec le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage les réceptions des corps d'état etc.
- exécuter les prises en attachement contradictoires avec l'entreprise des travaux exécutées, et des métrés des ouvrages ;
- assister aux réunions hebdomadaires de chantier et rédiger les procès-verbaux ;
- organiser avec le Maître d'œuvre, et le représentant du Maître d'ouvrage, les réceptions des travaux dans les conditions prévues conformément à la réglementation en vigueur.

III. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA MISSION

1. Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

Avant le démarrage des travaux, le cocontractant devra :

- Examiner les dispositions générales proposées par les entrepreneurs concernant les installations de chantier, le programme, le contrôle qualité et les sous-traitants éventuels et préparer leur approbation par le Chef de Service du marché ;
- Prescrire tous les essais d'identification nécessaires pour la réalisation des travaux avec l'accord du maître d'œuvre ;

a. Validation des projets d'exécution

Le cocontractant est chargé de faire réaliser par l'entreprise concernée, les dossiers d'exécution conformément aux prescriptions du CCTP. Ces dossiers doivent comporter tous les plans d'exécution ainsi que les spécifications à usage de chantier. Notamment le plan de gestion environnementale et sociale (PGES), le plan d'hygiène et de sécurité (PHS) et le plan de gestion des déchets (PGD). Le cocontractant est tenu de s'assurer de leur conformité avec le projet, de veiller à ce que les variantes éventuellement prises en compte correspondent de manière effective à celles qui ont été retenues par le Chef de Service du marché.

Il doit systématiquement apposer son visa avec la mention « Bon pour approbation » sur tous les documents ou plans produits par l'entreprise avant ou pendant les travaux.

Après notification des plans d'exécution et des spécifications à usage de chantier, le cocontractant est chargé de veiller à l'établissement par l'entreprise du devis quantitatif détaillé des travaux, ainsi que du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux. Il devra établir ou faire établir par l'entreprise les dossiers de synthèse nécessaires pour un bon déroulement des travaux.

b. Etablissement et transmission des ordres de service

Les ordres de service écrits, signés et numérotés par le cocontractant sont adressés à l'entrepreneur dans un délai de deux jours calendaires dans les conditions prévues par le CCAG.

En aucun cas, le cocontractant ne peut notifier les ordres de service relatifs :

- à l'ordre de service de commencer les travaux ;
- à la date de commencer des travaux ;
- au délai d'exécution ou à l'arrêt des travaux ;
- aux prix nouveaux pour des ouvrages ou travaux non prévus, ou aux prix figurant au marché (quantités et prix unitaires)

Le Chef de Service du marché doit recevoir copie des ordres de service et notification y relatives émanant de la Mission de Contrôle et ce dans un délai de huit (08) jours à compter de la notification à l'entreprise.

Les ordres de service faisant suite à une décision de l'Administration doivent être notifiés dans un délai de huit (08) jours.

c. Direction des réunions et production des comptes rendus et rapports

Le cocontractant est tenu d'organiser des réunions hebdomadaires qui permettront au Chef de Service du marché de constater l'avancement des travaux. Les observations faites à cette occasion seront consignées dans le journal de chantier et feront l'objet d'un compte rendu remis au Chef de Service du marché dans les délais prévus par le CCAP.

Une réunion mensuelle sera organisée par le cocontractant en présence des représentants du Chef de Service du marché. Un compte-rendu en sera rédigé en 5 exemplaires pour le Chef de Service du marché par le cocontractant dans un délai indiqué par le CCAP.

Des réunions pourront également être organisées à la demande du Chef de Service du marché. Le cocontractant tiendra un journal de chantier où seront consignées les constatations, aussi bien les siennes propres que celles de tous autres intervenants dans le suivi des travaux. Sur ce journal seront également répertoriés tous les ordres de service qu'il aura donnés et mentionnés tous les événements relatifs aux conditions climatiques.

Ce journal deviendra la propriété du Maître d'Ouvrage à qui il sera remis en fin de chantier.

Le cocontractant établira et remettra chaque mois, dans les trente jours suivant le mois écoulé en cinq (05) exemplaires pour le Chef de Service du marché et deux (02) pour le Maître d'Ouvrage, un rapport de la mission de contrôle, comprenant :

- à titre de rappel, une brève présentation du projet suivi d'un résumé exécutif de la Mission de Contrôle attirant notamment l'attention sur les points importants apparus dans l'exécution du chantier,
- la situation administrative des marchés passés pour les travaux et le contrôle, le relevé des ordres de service, les contentieux et correspondances importantes ;

- les chronogrammes réels et prévisionnels (comparés des travaux, les pourcentages d'avancement par tâches) ;
- les moyens matériels et humains mobilisés par l'entreprise et par la mission de contrôle (précisions sur congés en cours ou programmés etc ...) ;
- une description des travaux exécutés, des incidents rencontrés, des mesures correctives prises, des modifications apportées au projet,
- les études réalisées par la Mission de Contrôle ;
- une analyse critique et des commentaires pertinents sur les résultats d'essais de laboratoire,
- les commentaires sur la qualité des travaux ;
- les prestations de la Mission de Contrôle ;
- les prévisions actualisées de budget du projet (travaux et contrôle), comparées au budget initial, et l'explication des écarts ;
- tant pour le marché de travaux que pour celui de contrôle, la situation des demandes de paiement des contractants, la situation des décaissements, la situation des règlements ;
- des photographies commentées caractéristiques des travaux réalisés, ainsi que le support numérique y relatif ;
- la situation climatique enregistrée dans le mois ;
- les faits marquants relatifs à l'environnement ;
- les faits relatifs à la sécurité et à la santé des agents ;
- enfin dans les deux mois suivants la réception provisoire générale des travaux, le consultant établira, en deux (02) exemplaires pour le Maître d'Ouvrage, trois (03) pour le Chef de Service du marché, un rapport final général d'exécution du marché de travaux et des prestations de contrôle, reprenant mutatis mutandis les rubriques prévues pour les rapports mensuels.

d. Contrôle des dispositions techniques

Ce contrôle portera sur les dispositions techniques prévues pour l'exécution des travaux tels que :

- la réception technique des installations de chantier de l'entrepreneur conformément aux dispositions du marché passé avec ce dernier. Le consultant procédera au relevé contradictoire des éléments devant revenir à l'Administration en fin de chantier et ceux restant propriété de l'entrepreneur,
- l'approbation des corrections apportées éventuellement par l'Entrepreneur au projet et au programme d'origine,
- le contrôle de l'organisation de chantier et la vérification des moyens techniques de l'Entreprise en tenant compte des programmes d'exécution et des chronogrammes prévisionnels,
- la vérification de la mise en œuvre par l'entreprise des procédures de plans d'assurance qualité et la participation à l'application de ces procédures pour ce qui relève des aspects soumis à la décision du cocontractant,
- l'agrément du laboratoire de l'entreprise,
- la vérification de la conformité des travaux par rapport aux projets d'exécution approuvés, aux plans contractuels, aux prescriptions des documents contractuels et aux ordres de service,
- l'assistance à l'entreprise pour la réalisation de l'ensemble des essais nécessaires au contrôle des travaux. Ces essais sont définis et leur fréquence de réalisation spécifiée dans le CCTP du contrat des travaux auquel il est demandé aux soumissionnaires de se référer.
- La prise des dispositions concernant le laboratoire de l'entreprise afin de respecter les directives relatives au contrôle de l'exécution et de la mise en œuvre des matériaux ;
- L'exploitation des résultats des différents essais pour dégager les décisions à prendre ;

- La préparation des décisions techniques à prendre par le Chef de Service du marché compte tenu de l'avancement des travaux, des difficultés rencontrées et des événements non prévisibles ;
- Pour exécuter les contrôles généraux, les visites des chantiers auront lieu régulièrement comme indiqué ci-dessus, et aussi inopinément en tant que de besoin.
- Le cocontractant est tenu d'être présent à chaque visite ainsi que lorsque les décisions à prendre le nécessitent,
- les mesures environnementales d'atténuation de l'impact des travaux sur l'environnement, notamment l'impact des prélèvements des matériaux de construction de la route et des besoins en réaménagement final des carrières et zones d'emprunts ouvertes à cette occasion ;
- le suivi du déroulement des procédures d'expropriation, effectuées par et sous la responsabilité des services du Maître d'Ouvrage ;
- l'élaboration de toute solution technique alternative en vue de résoudre un problème nouveau qui pourrait se présenter, ou à compléter le cas échéant les documents contractuels.

e. Contrôle des dispositions environnementales

Le prestataire aura à assurer la surveillance environnementale du projet. il s'agira d'effectuer une activité d'inspection, de contrôle et d'intervention visant à vérifier que toutes les exigences et conditions en matière de protection de l'environnement sont effectivement respectées avant, pendant et après les travaux. Dans le cadre ce projet, la surveillance environnementale portera essentiellement sur les aspects suivants :

- la mise en place des mesures environnementales et sociales prévues : vérifier si les mesures environnementales et sociales identifiées lors des différentes phases du projet sont appliquées ;
- le respect des engagements des entreprises, basé sur la vérification des clauses environnementales du marché des travaux ;
- le respect des législations et réglementations en vigueur : vérifier que toutes les dispositions juridiques relatives aux éléments de l'environnement (air, sol, eau, faune, flore, déchets...) sont mises en œuvre comme prévu.

Le Prestataire devra s'assurer de la mise en œuvre par l'entreprise du Plan de Gestion Environnementale et Sociale validé. Il devra également vérifier les différents aspects déclinés dans le Fascicule E&S des Spécifications Environnementales, Sociales, de Sécurité et de Santé de gestion des travaux (ESSS) contenu dans le DAO des entreprises en charge des travaux.

f. Vérification des situations et décomptes ainsi que proposition du Chef de Service du marché pour liquidation

Cette prestation comportera la préparation et l'établissement des pièces de dépenses réglementaires telles que :

- les attachements de chantier (avance, approvisionnement, travaux terminés ou non, etc ...)
- les attachements financiers (intérêts moratoires, pénalités, etc ...), les décomptes périodiques en conformité avec le CCAP, sur la base des projets de décomptes et factures remis par l'entreprise;
- Seules les quantités mises en œuvre conformément aux prescriptions du CCTP pourront être prises en attachement;
- la vérification et l'apposition de visa sur les décomptes mensuels auxquels seront jointes les pièces justificatives nécessaires (ordre de service, caution éventuelle, etc...) et les faire signer par le Directeur Général du FEICOM à Yaoundé après visa du représentant local du FEICOM, la signature du le Maire de la ville de Bafoussam;
- le suivi et la vérification exacte de l'évolution des quantités de travaux ;

- l'établissement du décompte général et définitif selon le même processus sur la base du projet de décompte final par l'entreprise.
- Le cocontractant veillera notamment à ce que ce décompte final soit présenté sous la même forme fonctionnelle que le détail estimatif. Il établira l'état des soldes à partir du décompte final et des derniers décomptes mensuels y correspondant.
- Le décompte général doit comprendre :
 - le décompte final considéré ;
 - l'état de solde considéré ;
 - la récapitulation des acomptes mensuels et du solde, dont le résultat constitue le montant du décompte général ;
 - l'étude des nouveaux prix demandés, la vérification de sous détails des prix de l'entreprise ;
 - la préparation des pièces concernant le cautionnement et le nantissement des marchés en ce qui concerne les mainlevées ou autres formalités et leur présentation à la signature du Chef de Service du Marché.

g. Assistance au Maître d'Ouvrage pour l'arbitrage et règlement des litiges

Le cocontractant est chargé d'examiner les réclamations des entreprises, intervenants et riverains, au cours des travaux et les présenter au Chef de Service du marché, formuler les propositions et les conseils.

Il contribue à la définition des missions d'expertise et instruit les mémoires de l'entreprise en cours de litige.

2. Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC)

Cette mission concerne la maîtrise de chantier. Elle comporte toutes les actions nécessaires à la bonne conduite des travaux, notamment :

- la coordination entre intervenants ;
- la planification du chantier ;
- le suivi de l'entreprise.

a. Analyse et validation des tâches élémentaires

Sur la base du projet d'exécution, le consultant est chargé de contrôler que le découpage du chantier en tâche élémentaires est réalisé de manière rationnelle et que chacune de ces tâches est en harmonie avec les techniques utilisées, le planning prévisionnel et les prévisions de coût issues du marché. Il veillera notamment à ce que les moyens soient conformes aux sous détails des prix.

b. Coordination entre les intervenants

Le cocontractant est chargé de veiller à ce que les divers intervenants agissent dans le cadre du marché des travaux (BET, laboratoire, sous-traitants, etc...) interviennent en parfaite cohérence ; il validera les propositions de l'entreprise dans ce domaine.

Il s'assurera également de la coordination de l'intervention de l'entreprise avec les contraintes d'exploitation de la voie.

c. Vérification du chantier

Le cocontractant a en charge de veiller à la réalisation et à la mise à jour de la planification du chantier. Il veillera à l'établissement, chaque semaine des éléments suivants à tenir à la disposition du Chef de Service du marché ,

Un diagramme Gant sur lequel figureront obligatoirement les prévisions,

Une situation détaillée de l'avancement des travaux (quantités, ressources) dans laquelle apparaîtront les prévisions, l'encours et le réalisé.

d. Suivi de l'entreprise

Le cocontractant est chargé de contrôler l'entreprise, et en particulier de veiller à ce qu'elle respecte les règles administratives et techniques qui lui sont imposées par le CCAG, le CCAP, le CCTG, et le CCTP.

Il doit également assurer le contrôle des organisations de chantier et des modes opératoires de l'entreprise.

Il doit lui apporter son assistance quant à la compréhension des dossiers techniques et administratifs et l'élaboration des pièces destinées au paiement des travaux.

e. Assistance à la mise au point des avenants

Le cocontractant assistera le Chef de Service du marché dans la préparation des avenants qui pourraient être mis en place pendant l'exécution des marchés de travaux, les décisions de réévaluation, sursis d'exécution et de remise de pénalités.

3. Assistance aux opérations de réception (AOR) et assistance durant la période de garantie

a. Régulation de l'achèvement de l'ouvrage

Le cocontractant est chargé d'évaluer de manière précise les prévisions d'achèvement des travaux. Il doit régulièrement aviser le Chef de Service de l'évolution du chantier en particulier dans la phase finale. Il doit exercer un encadrement constant de l'entreprise afin d'avoir une vision claire des contraintes de celle-ci vis-à-vis du respect des plannings.

a. Organisation des opérations de réception

Le cocontractant organise les opérations de réception des travaux, fourniture et prestations, y compris les réceptions provisoires et partielles. Il informe suffisamment à l'avance les différentes personnes concernées. Il assure les liaisons avec les organismes de contrôle et rédige à l'attention du Chef de Service du marché et Maître d'Ouvrage, différents rapports aux réceptions des travaux.

Il rédige les procès-verbaux et les fait signer des parties prenantes.

Les opérations de réception couvriront non seulement la réception provisoire, mais également les visites mensuelles et une mission pour participer à la réception définitive.

En effet avant la réception définitive, des visites trimestrielles d'inspection sur le site seront effectuées à cet effet à compter de la dernière réception provisoire pour procéder aux pré-visites. La pré-visite réalisée un mois avant la réception définitive donne lieu à l'expertise du chantier et des réparations faites par l'entrepreneur pendant la période de garantie et la production d'un rapport préalable au Chef de Service du marché et au Maître d'Ouvrage.

b. Gestion de l'exercice des garanties par l'entreprise et de la levée des réserves

Le cocontractant est tenu d'assurer le suivi des réserves formulées lors des opérations de réception, jusqu'à leur levée.

Il est chargé de l'examen des désordres signalés par le Chef de Service du marché et doit établir un rapport circonstancié précisant la nature et les origines de ces désordres, et formuler les propositions quant à leur traitement.

c. Elaboration des dossiers des ouvrages exécutés

Le cocontractant établit la liste détaillée des documents constituant les dossiers des ouvrages exécutés (DOE). Il lui appartient de collecter et de vérifier les documents ci-dessus fournis après exécution par l'entrepreneur (et notamment les plans d'ensemble et le détail conformes à l'exécution). Il doit soumettre à l'approbation du Chef de Service du marché, les plans de récolement.

Le cocontractant remettra, après vérification, le document ci-dessus (en trois (03) exemplaires accompagnés du contre calque et du support numérique non réinscriptible y afférents) au Chef de Service du marché accompagné de toute information pour l'entretien et la bonne exploitation des ouvrages.

IV. RAPPORT DE CONTROLE DES TRAVAUX

Il sera question :

1)- De rendre compte de la marche des chantiers par des rapports mensuels. Chaque rapport du mois N sera au plus tard le 10 du mois N+1 ou à toute autre date recommandée par l'Ingénieur, et en nombre d'exemplaire suivant :

Deux (02) exemplaires au Maître d'ouvrage ou son représentant ;

Un (01) exemplaire au Maître d'œuvre ;

Un (01) exemplaire à l'organisme Payeur (le FEICOM)

Un (01) exemplaire à l'Ingénieur du Marché ;

Un (01) exemplaire au Délégué Départemental des Marchés Publics DES BAMBOUTOS.

2)- De rendre compte par des rapports spéciaux des difficultés de chantier, des éléments imprévus, des aléas techniques, des réclamations de l'entreprise, toutes situations de nature à modifier les conditions d'exécution des travaux ou d'application des clauses du marché, ou d'entraîner des dépenses supplémentaires. Ces rapports proposeront les solutions adoptées et seront adressés aux mêmes personnes que les rapports mensuels.

3)- D'établir en fin de chantier un rapport en six exemplaires retraçant le déroulement général des travaux, donnant des appréciations et faisant le bilan financier de l'opération y compris l'état des paiements. Ce rapport comprendra tous les ordres de services à caractère technique notifiés à l'entreprise et les commentaires sur la qualité des travaux. Ce rapport sera fourni aux mêmes personnes que les rapports mensuels.

V. PAIEMENT DES ETUDES

Le paiement des prestations du Bureau d'Etude se fera à hauteur de 80% des quotas prévus pour lesdites prestations, jusqu'à la remise et l'approbation du rapport correspondant par le Maître d'œuvre. Le reste après approbation par le Maître d'œuvre du rapport final.

VI. DELAIS

Le Bureau d'Etude disposera d'un délai de Treize (13) mois.

VII. RESPONSABILITES

Le Bureau d'Etude devra mettre en place une équipe d'experts comprenant obligatoirement :

- Un (01) Ingénieur de génie civil inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil du Cameroun ou son équivalent chef de mission ayant une expérience d'au moins dix (10) ans dans le domaine des constructions, au moins trois (03) ans dans le contrôle des travaux,
- Un (01) Technicien supérieur de Génie Civil, qui jouera le rôle technicien de suivi des travaux de gros œuvre ;
- Un (01) Technicien supérieur en techniques industrielles, qui jouera le rôle technicien de suivi des corps d'état technologiques

Les experts proposés devront avoir une bonne connaissance de la langue française ou anglaise.

Le Bureau d'Etude devra en outre élire domicile dans la ville de BATCHAM.

VIII. OBLIGATIONS SPECIFIQUES DE LA MISSION DE CONTROLE

Il devra notamment :

- S'assurer du suivi et contrôle au quotidien des travaux conformément aux exigences en la matière,
- Vérifier l'activité de l'entreprise en vue de s'assurer de l'avancement normal des travaux dans le cadre des plannings approuvés, de leur qualité et de leur conformité ;
- Joue pleinement le rôle d'interface avec tous acteurs impliqué dans le projet et rendre compte en temps réel du déroulement des travaux et de la qualité technique d'exécution des différentes tâches,
- Veiller à la tenue du journal de chantier ;
- Veiller à l'application des textes régissant le contrat de l'entreprise, notamment l'exécution et la gestion des clauses de sous-traitance
- Rendre compte de la marche des chantiers par des rapports mensuels ;

- Rendre compte par des rapports spéciaux des difficultés de chantier, des éléments imprévus, des aléas techniques, et les solutions proposées ;
- Organiser avec l'Ingénieur du marché et le représentant du maître d'ouvrage les réceptions des corps d'état
- Organiser avec l'Ingénieur du marché et le représentant du Maître d'ouvrage, les réceptions des travaux dans les conditions prévues dans la réglementation en vigueur ;
- Etablir un rapport final sur le déroulement des travaux.

IX. MOYENS MATERIELS

Le Bureau d'Etude devra mettre en place tous les moyens matériels et logistiques nécessaires pour le bon accomplissement de la mission, entre autre :

- Les véhicules « tout-terrain » ; le mobilier de bureau ;
- Le matériel technique nécessaire au contrôle optimal des travaux,
- Le matériel informatique nécessaire au traitement et à la restitution rapide des données ;
- La liaison permanente par téléphone avec les acteurs impliqués.

X. RESPONSABILITES DE L'ADMINISTRATION

Le Maître d'ouvrage s'engage à fournir au Bureau d'Etude toutes les facilités requises pour l'exécution de sa mission, notamment les autorisations administratives, la documentation sollicitée et toute autre explication relative à l'exécution des travaux.

PIÈCE N° 07 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

SOMMAIRE C.C.A.P

CHAPITRE I	GENERALITES
Article 1	Objet du Marché
Article 2	Procédure de passation du marché
Article 3	Pièces contractuelles constitutives du marché
Article 4	Textes généraux applicables au présent marché
Article 5	Définitions et attributions
CHAPITRE II	EXÉCUTION DES PRESTATIONS
Article 6	Délai d'exécution
Article 7	Lieu d'exécution
Article 8	Domicile du Maître d'Œuvre
Article 9	Rôle et responsabilité du Maître d'Œuvre
Article 10	Sous-traitance
Article 11	Plans et documents d'exécution
Article 12	Démolition des ouvrages défectueux et enlèvement des matériaux refusés
Article 13	Accès au chantier
Article 14	Attributions du Maître d'œuvre
Article 15	Réunions de chantier
Article 16	Journal de chantier
Article 17	Mise à disposition des lieux
Article 18	Mesures de sécurité
Article 19	Protection de l'environnement
Article 20	Réception définitive
CHAPITRE III	DISPOSITIONS FINANCIERES
Article 21	Montant du marché
Article 22	Modalités et lieu de règlement des prestations exécutées
Article 23	Avance de démarrage
Article 24	Cautionnement définitif
Article 25	Retenue de garantie
Article 26	Variation des prix
Article 27	Régime fiscal et douanier
Article 28	Nantissement du marché
Article 29	Enregistrement et timbre
Article 30	Pénalités de retard
CHAPITRE IV	CLAUSES DIVERSES
Article 31	Frais commerciaux extraordinaires
Article 32	Résiliation du marché
Article 33	Règlement des litiges
Article 34	Validité et entrée en vigueur du marché
Article 35	Cas de force majeure
Article 36	Règlement des litiges
Article 37	Validité et entrée en vigueur du marché

Article 38

Cas de force majeur

⊙

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent appel d'offres a pour objet la maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'Hôtel de ville de la Commune de BATCHAM selon les spécifications techniques essentielles contenues dans les termes de référence.

L'exécution de ces prestations se fera pour le compte de la Commune de BATCHAM.

L'Appel d'Offres est ouvert aux entreprises nationales spécialisées dans le domaine, installées en Territoire Camerounais et ayant été pré qualifiées.

Article 2 : PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le marché sera passé après Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence

N° _____/AONR/C-BATCHAM/CIPM/2022 du _____ pour la maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'Hôtel de ville de la commune de BATCHAM.

Article 3 : PIÈCES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le Maître d'Œuvre est soumis aux pièces contractuelles énumérées ci-dessous :

1. la lettre de soumission du Maître d'Œuvre ou l'acte d'engagement ;
2. la soumission du prestataire et ses annexes dans toutes les dispositions non contraire au Cahier des Clauses Administratives Particulières et aux termes de références finalisés ou description des services ;
3. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. les Termes de Référence (TDR) ;
5. les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux de prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; le détail ou le devis estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou sous-détail des prix unitaires ;
6. le projet/programme d'exécution ou plan d'action ;
7. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de services et de prestations intellectuelles mis en vigueur par arrêté N°033 du 13 février 2007 ;
8. le ou les cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché ;
9. l'Avis de Non Objection au Contrat (ANO Contrat) ;
10. L'Avis de Non Objection au Plan d'Action des Maîtrises d'œuvre (ANO PAME).

Article 4 : TEXTES GENERAUX APPLICABLES AU PRESENT MARCHÉ

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. la loi cadre N° 96/12 du 05 août 1996 sur la gestion de l'environnement ;
2. la loi N°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat ;
3. la loi n°2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi des Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021 ;
4. les textes régissant les corps de métier ;
5. le Décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (et ses différents textes d'application) modifié et complété par le Décret N° 2012/076 du 08 mars 2012 ;
6. le Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses différents textes d'application ;
7. la circulaire N°001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des Marchés Publics
8. la Circulaire N° 00000456/C/MINFI du 30 décembre 2021, portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2022 ;
9. l'Arrêté conjoint N°0162/MINFOR/MINTP/MINMAP du 15 décembre 2020, fixant les modalités d'utilisation du bois d'origine légale dans la commande publique ;
10. l'Arrêté conjoint N°0162/MINFOR/MINTP/MINMAP du 15 décembre 2020, fixant les modalités d'utilisation du bois d'origine légale dans la commande publique ;
11. la circulaire N° 0001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du code des marchés publics dans ses dispositions non contraires au code des marchés publics ;

12. la circulaire N° 0001/LC/PR/MINMAP/CAB du 15 janvier 2021 relative à la délivrance des quittances d'achat des Dossiers d'Appel d'Offres et leur mise à disposition aux soumissionnaires potentiels ;
13. les DTU pour les travaux de bâtiment ;
14. les normes en vigueur ;
15. la lettre d'accord de financement 2021/N°8796/L/FEICOM/DG/DIPDCTD/SDIT du 20 décembre 2021.
16. d'autres textes spécifiques au domaine concerné par le marché.
17. La lettre circulaire N°000001/LC/PR/MINMAP/CAB du 15 Janvier 2021 relative à la délivrance des quittances d'achats des DAO et leur mise à disposition aux soumissionnaires potentiel.

ARTICLE 5 : DEFINITIONS ET ATTRIBUTIONS

Pour l'application des dispositions du présent marché, il est à préciser que :

- L'Autorité Contractante est le Maire de la Commune de BATCHAM ;
- Le Maître d'Ouvrage est le Maire de la Commune de BATCHAM.
- Le Bailleur de fonds est le Fonds Spécial d'Équipements et d'Intervention Intercommunale (FEICOM).
- Le Chef de Service du marché est le 3^{ème} adjoint au Maire de la Commune de BATCHAM.
- L'Ingénieur du marché est le Délégué Régional des Travaux Publics DES BAMBOUTOS. Il est chargé d'assurer la supervision du chantier qui est sous la surveillance et du contrôle du Maître d'œuvre.
- Le Contrôleur externe est le Délégué Départemental des Marchés Publics
- Le prestataire est le Bureau d'Etude Technique (BET) recruté par Appel d'Offres pour assurer la Maîtrise d'œuvre des travaux
- les « prestations » désignent le suivi et le contrôle technique au quotidien de l'exécution des travaux de construction des édifices à réaliser dans le cadre du présent marché.
- Le « Chantier » désigne le terrain et les autres emplacements sur, sous, dans, ou à travers lesquels les travaux conçus par le Maître d'Ouvrage doivent être exécutés et tous les autres terrains et emplacements fournis par le Maître d'Ouvrage en tant que lieux de travail ou à toutes fins et spécifiquement désignés dans le marché comme faisant partie intégrante du chantier.

CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 6 : DELAI D'EXECUTION

Le délai maximum d'exécution des prestations est de Treize (13) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer.

Article 7 : LIEU D'EXECUTION

L'exécution des prestations se fera dans la ville de BATCHAM – CENTRE.

Article 8 : DOMICILE DU MAÎTRE D'OEUVRE

Pour l'exécution des prestations du présent marché, le Maître d'Œuvre fait élection de domicile au Cameroun à _____ BP _____ Tél. _____ Fax _____.

Article 9 : ROLE ET RESPONSABILITE DU MAÎTRE D'OEUVRE

Le Maître d'Œuvre a pour mission d'assurer le suivi de l'exécution des travaux de construction de l'Hôtel de ville de la Commune d' telle que décrite dans le devis technique ci-dessous sous le contrôle de l'Ingénieur du marché et conformément aux règles et normes en vigueur au Cameroun.

Article 10 : SOUS TRAITANCE

Le présent marché prévoit la possibilité pour l'attributaire de faire exécuter une partie des prestations par un ou des sous-traitants.

L'attributaire ne pourra confier des prestations en sous-traitance sans accord préalable du Maître d'Ouvrage. Cette autorisation n'affranchit pas l'attributaire d'aucune de ses obligations contractuelles.

L'attributaire doit s'assurer que les sous-traitants sont en règle avec l'Administration Camerounaise.

Le non-respect des dispositions ci-dessus constitue un motif de résiliation du marché

Les sous-traitants devront satisfaire aux mêmes conditions techniques et financières que le titulaire du marché. Ils exécuteront les prestations sous la seule et pleine responsabilité de l'attributaire.

En tout état de cause, l'attributaire restera vis à vis du Maître d'Ouvrage seul responsable de l'exécution du contrôle conformément aux obligations contractuelles.

Article 11 : PLANS ET DOCUMENTS D'EXECUTION

Les plans de détails et autres documents nécessaires à l'exécution des travaux établis par l'entreprise en charge de l'exécution desdits travaux seront validés par l'attributaire sur la base des plans et documents du Dossier d'Appel d'Offres.

Ces plans seront soumis au Maître d'Œuvre dans un délai d'au moins dix (10) jours avant tout commencement d'exécution des travaux correspondants. Les notes de calcul seront vérifiées et complétées s'il y a lieu, par l'attributaire qui les remettra au Maître d'Œuvre au moins huit (08) jours avant l'exécution des travaux correspondants. Le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de sept (07) jours pour faire part à l'attributaire de ses observations et remarques. Passé ce délai, le Maître d'Œuvre est réputé avoir donné son visa.

Le visa du Maître d'Œuvre n'atténuera en rien la responsabilité de l'entreprise pour la conception des ouvrages et l'exécution des travaux correspondants.

Avant la réception provisoire, l'entreprise remettra au Maître d'Œuvre trois (03) exemplaires des plans de recellement des travaux réellement exécutés dont un original reproductible.

Article 12 : DEMOLITION DES OUVRAGES DEFECTUEUX ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX REFUSES

Le Maître d'Œuvre aura le pouvoir d'ordonner par écrit :

- 1) L'enlèvement du chantier, dans un délai de quarante-huit (48) heures, de tous les matériaux réputés non conformes aux exigences du marché et leur remplacement par d'autres matériaux convenables et approuvés après essais de laboratoire.
- 2) La démolition et la reconstruction correcte de tout ouvrage ou partie d'ouvrage réputé non conforme aux exigences du marché tant en ce qui concerne le mode d'exécution que les matériaux utilisés.
- 3) En cas de non-conformité, les dépenses seront à la charge de l'attributaire.

Article 13 : ACCES AU CHANTIER

Le Maître d'Œuvre et toute personne autorisée par lui pourront à tout moment avoir accès aux travaux, au chantier, aux ateliers et à tout lieu de travail, ainsi qu'aux emplacements d'où proviennent les matériaux, produits manufacturés et outillages utilisés pour les travaux.

Par ailleurs, dans le cadre de la mission de vérification de l'effectivité des travaux, les représentants dûment mandatés des organismes chargés des paiements doivent avoir accès au chantier et à toutes informations nécessaires à l'accomplissement de cette mission.

Article 14 : ATTRIBUTIONS DU MAITRE D'ŒUVRE

Le Maître d'Œuvre a pour attributions de faire exécuter les travaux de façon satisfaisante, conformément aux dispositions contractuelles et aux règles de l'Art. Il ne pourra relever l'attributaire d'aucune de ses obligations contractuelles, ni ordonner un travail quelconque susceptible de retarder l'exécution des travaux ou de provoquer un paiement supplémentaire par le Maître d'Ouvrage, ni ordonner une modification importante quelconque à l'ouvrage à exécuter. Il est compétent pour préparer et signer les Ordres de Service à caractère technique.

A la demande de l'attributaire et du Maître d'Œuvre des constats contradictoires pourront être réalisés pour fixer les quantités de certains ouvrages. De tels constats contradictoires seront faits lorsqu'un ouvrage risque de ne plus pouvoir être mesuré.

Le Maître d'Œuvre exerce les fonctions suivantes :

- Le contrôle des travaux sur le chantier pour s'assurer que leur avancement est conforme au programme d'exécution contractuel ;
- Le contrôle et l'approbation des plans d'exécutions, des dessins et des notes de calcul ;
- Le contrôle contradictoire et l'approbation de l'implantation des ouvrages, chaque implantation devant faire l'objet d'un procès-verbal d'approbation signé du Maître d'œuvre ;
- Le contrôle et l'approbation de la provenance et de la conformité aux prescriptions du marché ;
- La prise en attachement des travaux et des approvisionnements présentés par le Maître d'Œuvre ;

- Le contrôle des décomptes et situations mensuelles provisoires des travaux établis par le Maître d'Œuvre ;
- La proposition de solution ou de précision sur les travaux en cours de réalisation au conducteur d'opérations ou au Maître d'Œuvre ;
- Les propositions de préparation des réceptions provisoires ou définitives au conducteur d'opération sur demande du Maître d'Œuvre.

Article 15 : Assurances (CCAG complété)

Les polices d'assurances suivantes sont requises au titre du présent Marché dans un délai de quinze (15) à compter de la notification du marché (A adapter) :

- Assurance Responsabilité Civile, Chef d'Entreprise ;

Article 16 : Plan d'action (CCAG complété)

Dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les prestations, le prestataire soumettra, en six (06) exemplaires, à l'approbation de l'Ingénieur le plan d'action de maîtrise d'œuvre. La Non Objection audit Plan d'Action (ANO PAME), devra préalablement être délivré par le FEICOM dans un délai n'excédant pas vingt (20) jours calendaires avant tout le commencement des prestations.

Deux (02) exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de huit à quinze (15) jours à partir de leur réception avec :

- Soit la mention d'approbation " BON POUR EXECUTION " ;
- Soit la mention de leur rejet accompagnée des motifs dudit rejet.

Le Prestataire disposera alors de huit (08) jours pour présenter un nouveau plan d'action. Le Chef de Service disposera alors d'un délai de cinq (05) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Les délais d'approbation du plan d'action ne sont pas suspensifs du délai d'exécution.

L'approbation donnée par le Chef de Service n'atténuera en rien la responsabilité du Prestataire.

Le Prestataire tiendra constamment à jour, un planning des prestations qui tiendra compte de l'avancement réel des prestations. Des modifications importantes ne pourront être apportées au Plan d'action contractuel qu'après avoir reçu l'accord du Chef Service du Marché.

Après approbation du plan d'action par le Chef service du Marché, celui-ci le transmettra dans un délai de cinq (05) jours au Maître d'Ouvrage, sans effet suspensif de son exécution. Toutefois s'il est constaté des modifications importantes dénaturant l'objectif du marché ou la consistance des prestations, le Maître d'Ouvrage retournera le plan d'action accompagné des réserves à lever dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa date de réception.

Article 17 : Agrément du personnel (CCAG complété)

Si le Maître d'Ouvrage demande le remplacement d'un membre de l'équipe pour faute grave dûment constatée ou pour incompétence, le remplacement se fait aux frais du prestataire dans un délai maximum de quinze (15) jours.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de refuser son agrément à une personne proposée par le prestataire dont la qualification serait insuffisante.

Article 18 : REUNIONS DE CHANTIER

Des réunions de chantier auront lieu chaque semaine à l'initiative du Maître d'Œuvre.

La participation du responsable des travaux aux réunions de chantier est obligatoire. Les réunions feront l'objet d'un procès-verbal signé par les participants.

Article 19 : JOURNAL DE CHANTIER

Un journal de chantier sera tenu par l'attributaire et mis à la disposition du Maître d'Œuvre et de ses représentants.

Y seront consignés chaque jour :

- les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché (notifications, résultats d'essais, attachements) ;

- les conditions atmosphériques ;
- les réceptions de matériaux et agréments de toutes sortes ;
- les incidents ou détails de toute nature représentant quelques intérêts du point de vue de la tenue ultérieure des installations ou de la durée réelle des travaux ;
- les travaux exécutés dans la journée, le personnel et le matériel employé ;
- l'avancement des travaux ;
- les prescriptions imposées ;
- les quantités détaillées des travaux ;
- les travaux réalisés par les sous-traitants ;
- les non conformités ; les visites officielles.

Le Maître d'Œuvre pourra également y consigner les incidents ou observations susceptibles de donner lieu à une réclamation de sa part.

Ce journal sera signé contradictoirement par le Maître d'Œuvre et le responsable des travaux à chaque visite de chantier, et visé systématiquement lors des réunions de chantiers. Pour toute réclamation éventuelle de l'attributaire, il ne pourra être fait état que des événements ou documents mentionnés en temps utiles au journal de chantier. Tout refus de présentation, ou tentative de destruction partielle ou totale, ou de falsifications de ce journal pourra donner lieu à des sanctions. En tout état de cause l'attributaire ne peut se prévaloir de l'impossibilité de recourir à la consultation du journal de chantier.

Article 20 : MISE A DISPOSITION DES LIEUX

Toutes les installations provisoires de chantier nécessaires à l'exécution des travaux, bureaux, garage, ateliers, logement du personnel, carrières, emprunts et pistes ne pourront être édifiés que sur les emplacements agréés par le Maître d'Œuvre en accord avec les autorités administratives et traditionnelles locales.

Dans la mesure de ses possibilités, l'administration ou les autorités traditionnelles locales mettront gratuitement à la disposition de l'attributaire pour la durée des travaux, le domaine privé ou public de l'état nécessaire aux besoins de chantier. Les terrains appartenant à l'Administration et mis à la disposition de l'Attributaire devront lui être remis en bon état en fin des travaux.

Article 21 : MESURES DE SECURITE

L'attributaire aura la charge de fournir et d'entretenir à ses frais tout dispositif d'éclairage, de protection, de clôture et de gardiennage qui s'avérera nécessaire à la bonne exécution des travaux ou qui sera exigé par le Maître d'Œuvre.

Article 22 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'attributaire sera tenu de se conformer aux textes régissant la protection de l'environnement en vigueur dans la République du Cameroun et notamment la loi cadre n°096/12 du 05 août 1996 sur la gestion de l'environnement.

Il devra notamment se conformer aux prescriptions du CCTP en la matière.

Article 23 : COMMISSION DE SUIVI ET DE RECETTE TECHNIQUE

Avant la réception le prestataire émet demande par écrit au Maître d'Ouvrage avec copie à l'Autorité contractante, à l'Ingénieur et à l'Agence Régionale FEICOM de l'Ouest,

La commission de suivi et de recette sera composée des membres suivant à titre indicatif :

- le Maître d'Ouvrage (ou son représentant), Président ;
- le Directeur Général du FEICOM ou son Représentant, Membre ;
- le Chef de Service du Suivi et du contrôle des investissements FEICOM-Ouest, Membre ;
- l'Ingénieur du Marché ou son représentant, Rapporteur
- le Chef de Service du Marché, Membre ;
- le Délégué Départemental des Marchés Publics DES BAMBOUTOS ou son représentant, Observateur ;
- la Maîtrise d'œuvre, Observateur.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 24 : MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du présent marché est de _____ HT et de _____ TTC.

Article 25 : MODALITES ET LIEU DE REGLEMENT DES PRESTATIONS EXECUTEES

Pour les règlements en francs CFA, soit _____ (_____) FCFA, par crédit au compte N° _____ ouvert au nom de l'entrepreneur à la banque _____
- Agence de _____.

Le Maître d'œuvre sera rémunéré par décomptes établis en appliquant des prix du bordereau des prix unitaires aux prestations réellement exécutées.

1. Constatation des prestations exécutées :

A la fin de chaque mois, l'attributaire et le Maître d'Œuvre établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau des prix au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

2. Décompte mensuel

Au plus tard le cinq (05) du mois suivant le mois des prestations, l'attributaire remettra en sept (07) exemplaires au Maître d'œuvre, (03) trois projets de décompte provisoire mensuel.

3. Décompte de fin des prestations

Après achèvement des travaux dans un délai maximum de 15 (quinze) jours après la date de réception, l'attributaire établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché.

Le projet de décompte final est présenté par l'attributaire à la vérification et à l'approbation du Maître d'Œuvre.

Ce projet de décompte final, une fois accepté ou rectifié par le Maître d'œuvre devient décompte final. Il sert à l'établissement de l'acompte pour solde du marché, établi dans les mêmes conditions que celles définies ci-dessus pour l'établissement des décomptes mensuels.

4. Décompte général et définitif

A la fin de la période de garantie relative aux ouvrages qui donne lieu à la réception définitive des travaux, le Maître d'Œuvre dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par l'attributaire et le Maître d'Ouvrage, ce décompte dont le modèle sera fourni par le Maître d'Ouvrage en temps voulu comprends :

- le décompte final,
- l'acompte pour solde,
- la récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par l'attributaire, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

5. Paiement des prestations:

Le règlement de la présente dépense sera effectué par le Directeur Général du FEICOM après transmission des décomptes par l'Ingénieur du marché et signé par le Maire et portant le visa du Chef de Service de Suivi et du Contrôle des investissements du FEICOM de l'Agence Régionale du FEICOM de l'Ouest, ainsi que celui de l'Autorité contractante sur présentation d'un projet de décompte établi par le Maître d'Œuvre en sept (07) exemplaires dont un original timbré.

Chaque dossier de paiement devra obligatoirement être composé des pièces suivantes :

- 07 exemplaires du décompte suscité ;
- 07 exemplaires des Attachements signés
- le Procès-Verbal de réception des prestations signé de tous les membres de la Commission de recette technique ;
- le Rapport d'Exécution des prestations signé de l'Ingénieur du marché ;
- 01 copie légalisée datant de moins de trois (03) mois signée des Administrations compétentes, des pièces composant le dossier fiscal constitué de :

- l'Attestation de Non Redevance
- l'Attestation de Domiciliation Bancaire

6. Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues

7. Monnaie de paiement

La monnaie de soumission et de paiement est le Franc CFA.

Article 26 : AVANCE DE DEMARRAGE

Une avance de démarrage d'un montant au plus égal à 20% du montant TTC du marché peut être accordée au Maître d'œuvre sur sa demande, dès notification du marché.

Cette avance sera cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire de 1er ordre agréé par le Ministère en charge des Finances suivant le modèle joint en annexe

L'avance de démarrage sera remboursée par prélèvement de 30% du montant des travaux de chaque décompte à partir du premier décompte du marché. Il doit être terminé au plus tard lorsque le montant des travaux atteints les 80% de la valeur du marché. En tout état de cause, le remboursement devra être terminé un mois avant la date d'expiration du délai contractuel.

Au fur et à mesure du remboursement de l'avance de démarrage, le Maître d'Ouvrage donnera la mainlevée de la part de la garantie bancaire à première demande de bonne exécution correspondante si l'attributaire en fait la demande.

Article 27 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

La garantie bancaire à première demande définitive qui garantira l'exécution intégrale des travaux sera constituée dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché. Elle sera conservée par le Maître d'Œuvre. Le cautionnement provisoire de soumission est restitué à l'attributaire dès constitution de ce cautionnement définitif.

Le montant de la garantie bancaire est fixée à 3% du montant toutes taxes comprises du marché. Cette garantie à la première demande définitive peut être remplacée par une caution bancaire à la première demande d'un établissement bancaire de premier ordre installé sur le territoire camerounais et agréé par le Ministère en Charge des Finances.

À la fin des travaux, la garantie bancaire à première demande définitive sera restituée ou la caution bancaire le remplaçant libérée sur demande écrite de l'attributaire.

Article 28 : RETENUE DE GARANTIE

(Sans Objet dans le cadre du présent contrat)

Article 29 : VARIATION DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires et forfaitaires. Ces prix sont définitifs, fermes et non révisables.

Article 30 : REGIME FISCAL ET DOUANIER

Le présent Marché est soumis aux droits et taxes en vigueur au Cameroun

Article 31 : NANTISSEMENT DU MARCHE

Le présent marché, conclu conformément aux dispositions du Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics, peut être donné en nantissement.

Le créancier nanti devra notifier par tous moyens laissant trace écrite au Directeur Général du FEICOM une copie certifiée conforme de l'acte de nantissement.

Par application des dispositions ci-dessus :

- le Maire de la Commune de BATCHAM est chargé de l'Ordonnancement des dépenses ;
- le Directeur Général du FEICOM est chargé de la liquidation du présent marché ;
- l'Agent Comptable du FEICOM est chargé des paiements.

Article 32 : ENREGISTREMENT ET TIMBRE

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront enregistrés et timbrés par le Maître d'Œuvre à ses frais dans un Centre Principal des Impôts, conformément à la réglementation en vigueur, puis déposés à la Direction Générale du FEICOM.

Article 33: PENALITES

A. Pénalités de retard

A défaut pour le Maître d'Œuvre de terminer les livraisons dans le délai contractuel, il sera appliqué, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire versée au Maître d'Ouvrage fixée à :

- 1/2000ème du montant global du marché du 1er au 30ème jour ;
- 1/1000ème au-delà du 30ème jour.

Les pénalités s'appliquent sur le délai global du marché et non sur les délais de livraison.

B. pénalités spécifiques [Montant à préciser].

20.3. Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- Remise tardive du cautionnement définitif ;
- Remise tardive des assurances ;
- Remise tardive du plan d'action de la maîtrise d'œuvre pour autant que le retard soit du fait du Prestataire ;

La non production des documents susvisés dans les délais réglementaires entraine une pénalité de 10 000 (dix mille) francs CFA par jour calendaire de retard.

CHAPITRE IV : CLAUSES DIVERSES

Article 34 : FRAIS COMMERCIAUX EXTRAORDINAIRES

L'attributaire déclare que le présent contrat de marché n'a donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à perception de frais commerciaux extraordinaires.

L'attributaire s'engage, s'il est établi de financement de frais commerciaux extraordinaires au titre du présent contrat du marché, à réserver au Maître d'Œuvre pour le compte du Maître d'Ouvrage, le montant de ses frais.

En outre, si l'Attributaire était convaincu de perception des frais commerciaux extraordinaires, il encourrait les sanctions prévues par la législation.

Article 35 : RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché peut être résilié dans les conditions et formes prévues par la réglementation en vigueur au Cameroun. Au-delà du vingt-et-unième jour après la fin du délai contractuel, le Maître d'Œuvre sera déclaré défaillant et le marché résilié de plein droit par le Maître d'ouvrage.

Article 36 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent que les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché relèvent des juridictions compétentes.

Toutefois, il sera recherché au préalable un règlement amiable des différends éventuels.

Article 37 : VALIDITE ET ENTREE EN VIGUEUR DU MARCHE

Le présent marché ne deviendra valide qu'après sa signature par le Maire et entrera en vigueur dès la notification au Maître d'Œuvre de l'ordre de service de commencer les Prestations.

Article 38 : CAS DE FORCE MAJEURE

Les cas de force majeure sont du seul ressort du Maître d'Ouvrage conformément à l'Article 56 du CCAG.

PIÈCE N° 08: MODÈLE DE MARCHÉ

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX-TRAVAIL-PATRIE

RÉGION DE L'OUEST

DÉPARTEMENT DES BAMBOUTOS

COMMUNE DE BATCHAM

REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE WORK FATHERLAND

WEST REGION

BAMBOUTOS DIVISION

BATCHAM COUNCIL

LETTRE-COMMANDE N° _____/LC/C-BATCHAM/SG/CIPM/2022

Passée après Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence

N° _____/AONR/C-BATCHAM/CIPM/2022 DU _____

Maître d'Ouvrage: Maire de la Commune de BATCHAM

TITULAIRE: _____
B.P: _____ tél. : _____ / _____, Fax : _____

N° R.C: _____

N° Contribuable : _____

N° Compte bancaire : _____ à la banque _____ agence de _____

OBJET : Maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'Hôtel de ville de la Commune de BATCHAM.

LIEU: Batcham centre ville

DELAI D'EXECUTION: Treize (13) mois

MONTANT EN FCFA :

TTC	
HTVA	
T.V.A (19,25%)	
AIR (.....%)	
Net à mandater	

FINANCEMENT: Budget FEICOM/Commune de BATCHAM, Exercice 2021 et suivants

SOUSCRIT, LE

SIGNE, LE.....

NOTIFIE, LE.....

ENREGISTRE, LE.....

ENTRE

L'Etat du Cameroun représentée par le Maire de la Commune de BATCHAM

Ci-après dénommé « l'Autorité Contractante »,

D'UNE PART,

ET

B.P: _____ tél. : _____ / _____, Fax : _____

N° R.C: _____

N° Contribuable : _____

N° Compte bancaire : _____ à la banque _____ agence de _____

Représentée par _____, son Promoteur,

Ci-après dénommé « Le Co-contractant »,

D'AUTRE PART.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit

TITRE I - CCAP

TITRE II- CCTP

TITRE III- BPU

TITRE IV- DQUE

Page _____ Et dernière

LETTRE-COMMANDE N° _____/LC/C-BATCHAM/CIPM/2022

Passée après Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence

N° _____/AONR/C-BATCHAM/CIPM/2022 DU _____

Avec _____, pour la Maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'Hôtel de ville
de la Commune de BATCHAM.

DELAI D'EXECUTION: Treize (13) mois

DELAI D'EXECUTION: BATCHAM - CENTRE VILLE

Montant de la Lettre-Commande en FCFA:

TTC	
HTVA	
T.V.A (19,25%)	
AIR (.....%)	
Net à mandater	

Visas et signatures

Lu et accepté par le Cocontractant

BATCHAM, le

Signé par Le Maire
(Autorité Contractante)

BATCHAM, le.....

ENREGISTREMENT

$\sqrt{I} = \frac{1}{\sqrt{2}} \left(\frac{1}{\sqrt{2}} \right) = \frac{1}{2}$

Modèle de Caution de Soumission

Attendu que [nom du soumissionnaire]

(Ci-dessous désigné « le Soumissionnaire ») a soumis son offre en date [date du dépôt de l'offre] pour la fourniture de [nom et/ou description des fournitures] (ci-dessous désigné « l'offre »).

Nous [nom de la banque] de [nom du pays],

Ayant notre siège à [adresse de la banque] (ci-dessous désigné comme la « Banque »), sommes à l'égard du Maître d'Ouvrage (ci-dessous désigné comme « l'Acheteur ») pour la somme de [inscrivez le montant] que la Banque s'engage à régler intégralement audit Acheteur, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Signé et authentifié par ladite Banque le _____ jour de _____ 2021.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

- 1 – Si le Soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité stipulée par lui dans son offre ; ou
- 2 – Si le Soumissionnaire, s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par l'Acheteur pendant la période de validité :
 - a) manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ; ou
 - b) manque à fournir la garantie bancaire de bonne exécution, comme prévu par le règlement particulier de l'appel d'offres.

Nous nous engageons à payer à l'acheteur un montant allant jusqu'au maximum de la somme ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que l'acheteur soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, l'acheteur notera que le montant qu'il déclare lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux sont remplies et qu'il spécifiera quelle ou quelles condition (s) a joué ou ont joué.

La présente caution demeure valable jusqu'au trentième (30^{ème}) jour inclus au-delà de la fin du délai de validité des offres ; toute demande de l'Acheteur tendant à la faire jouer devra parvenir à la Banque dans ce délai de trente (30) jours.

[Signature de la Banque]

##? [] Ä (@ . ■ i n e ° 5 √ . ■ L 0 n a ° Ñ n s ° x + 1 ■ é] C X - [! 3 h ^ ♥ ä μ s) || L ! ! δ δ π q s || [C ~ ^ | , é ¶ L e j a - P t 8 F [■
MODELE DE DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

[Date]

[Nom soumissionnaire]

A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE MAIRE DE LA
COMMUNE DE BATCHAM

Monsieur le Maire,

Je soussignée [nom responsable], [qualité et nom structure], de nationalité [nationalité].

Faisant élection de domicile à [Adresse + téléphone].

Agissant au nom et pour le compte de [nom structure].

Inscrit au registre de commerce du tribunal de première instance de [ville] sous le numéro [numéro RC] du [date].

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces du dossier relatif au marché pour [nature des prestations], Appel d'Offres National Restreint N° du

Déclare mon intention de soumissionner et m'engage par la présente, à exécuter les prestations conformément au Dossier d'Appel d'Offres et suivant les Prescriptions Techniques Particulières contenues dans le CCTP & TDR du présent appel d'offres.

Modèle de Cautionnement Définitif

Banque :

Référence de la Caution : N°

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que [nom et adresse de l'entreprise], ci-dessous désigné « le Co-contractant », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à [indiquer la nature des prestations],

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Co-contractant remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5%] du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner à le Co-contractant ce cautionnement,

Nous, [nom et adresse de la banque],

représentée par [nom des signataires],

ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Co-contractant n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification au Co-contractant, par le Maître d'Ouvrage, de l'approbation du marché. Elle sera libérée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire du matériel.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque à le

[signature de la banque]

Modèle d'Attestation de Capacité Financière

Nous soussignés *[Nom et Adresse complète de la banque, Agence],*

Attestons que *[Nom et Adresse complète du soumissionnaire],*

Titulaire du compte *[Numéro du compte]* Restreint dans nos livres,

Dispose des ressources suffisantes (ou peut facilement avoir accès au crédit) pour financer des contrats à concurrence de *[Montant de la solvabilité financière].*

En foi de quoi cette attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

à le

[signature de la banque]

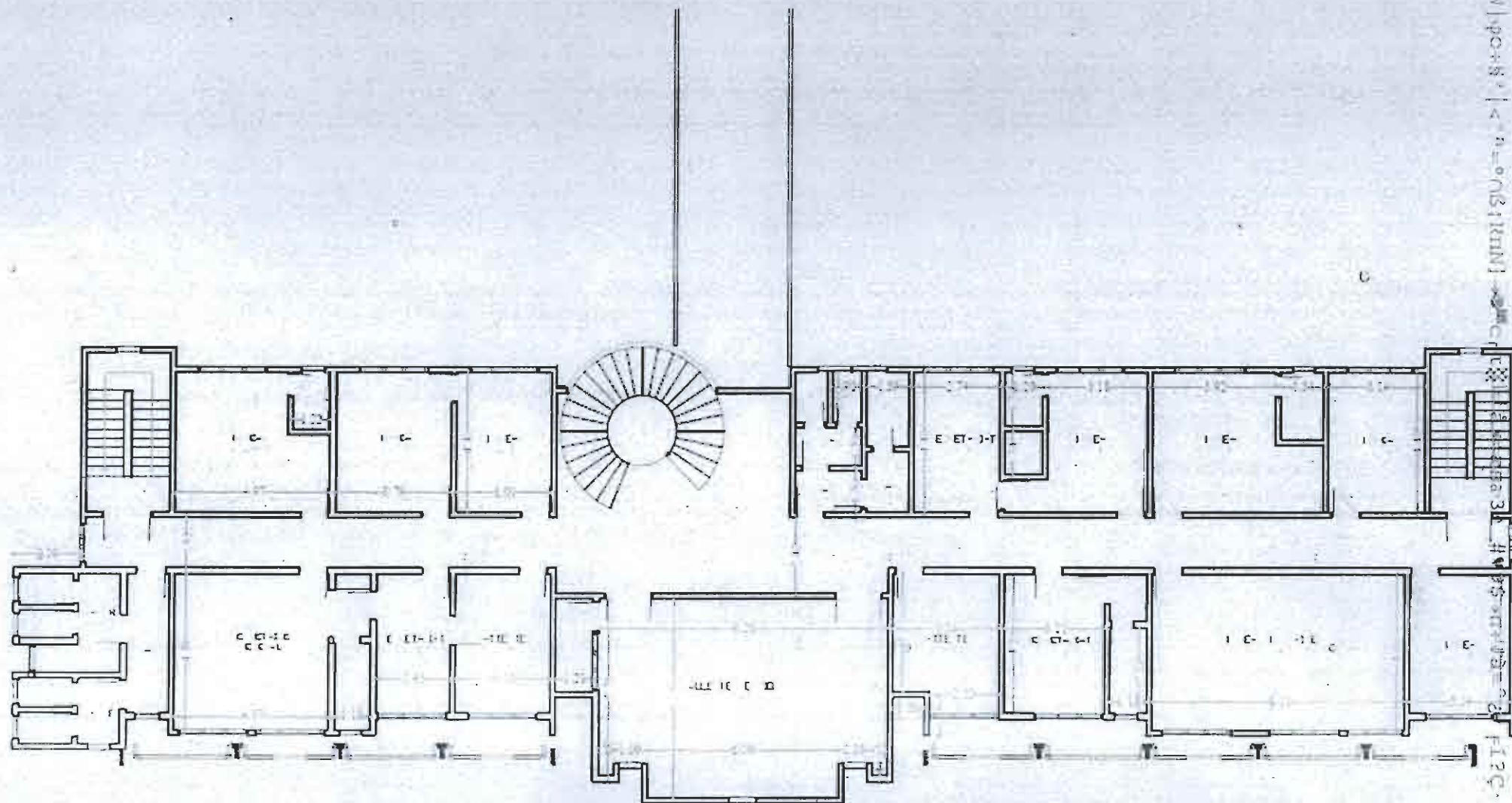
PIÈCE N° 10 : JUSTIFICATIFS DES ÉTUDES PRÉALABLES

♥éGUL↔lk≈ws└a┐┐rÅ■

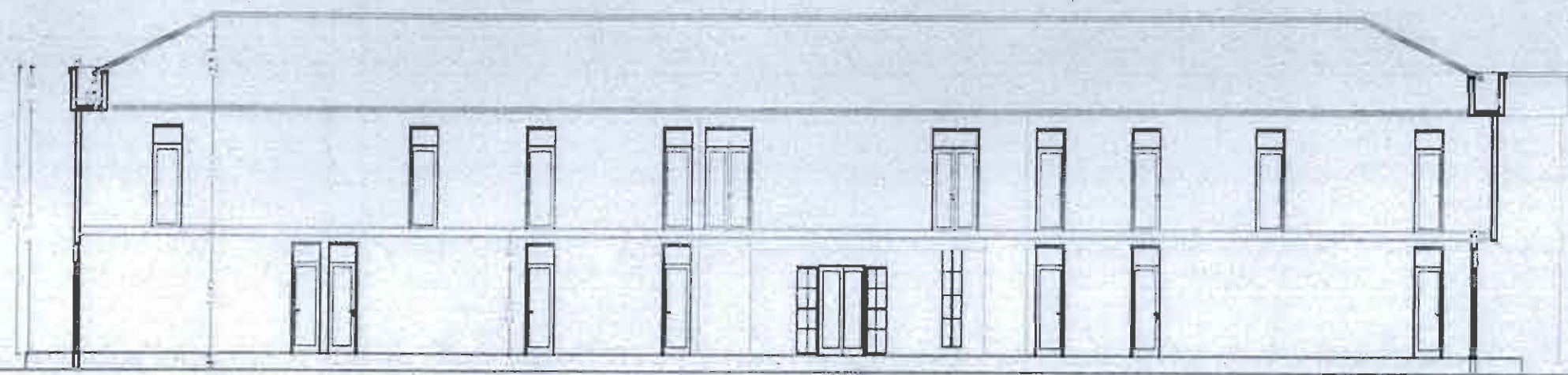
üí■Lpt

/9ΣQ9 W\$¼rη⊙·└≡c■= ✱┐²¼┐┐ΔΓnωf ✧s└┐oc≈┐┐▼Ω┐' ┐┐Ö=┐ëR°#✱qΔPt f G`φBb┐┐j┐┐s┐ā┐BE

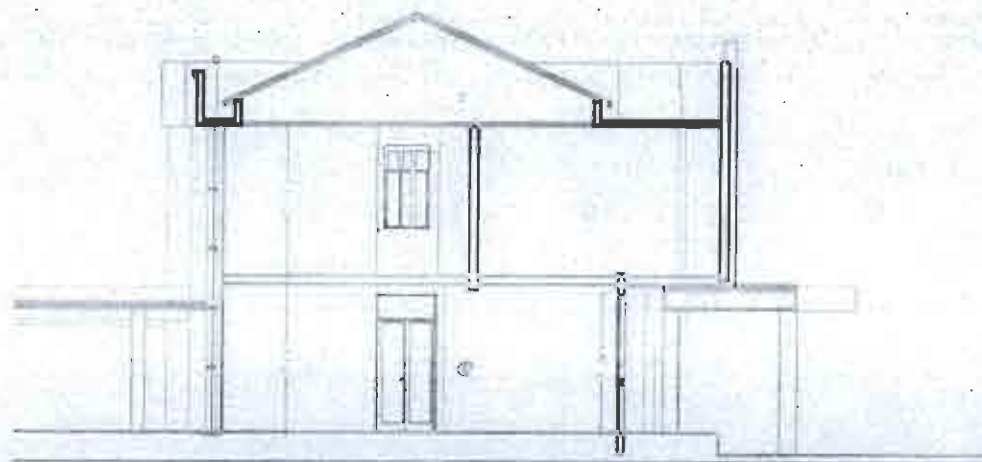
PLANS DE DISTRIBUTION HOTEL DE VILL



ETAGE

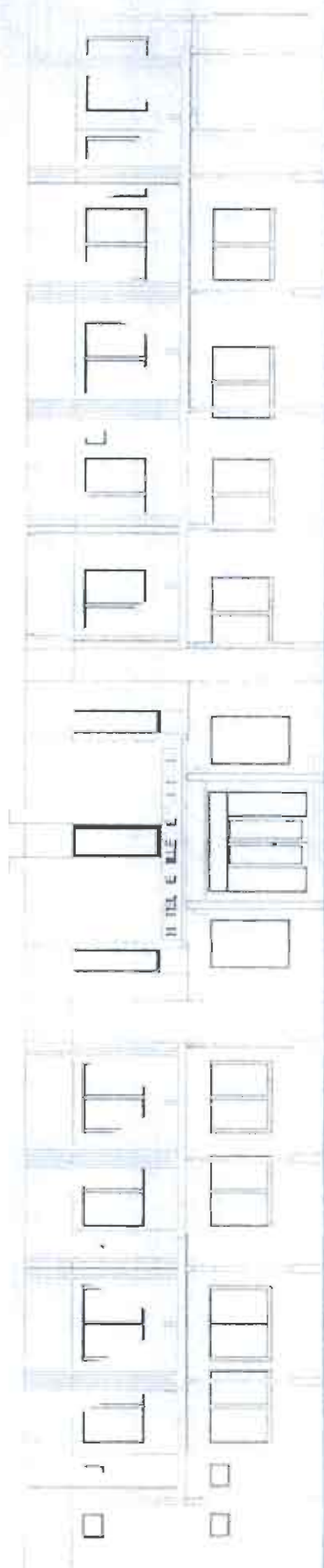


COUPE LONGITUDINALE

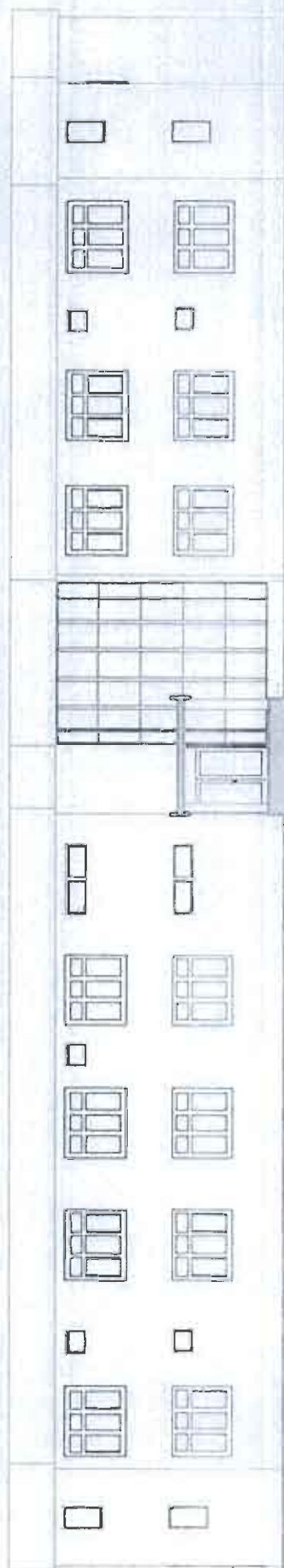


COUPE TRANSVERSALE

COUPES



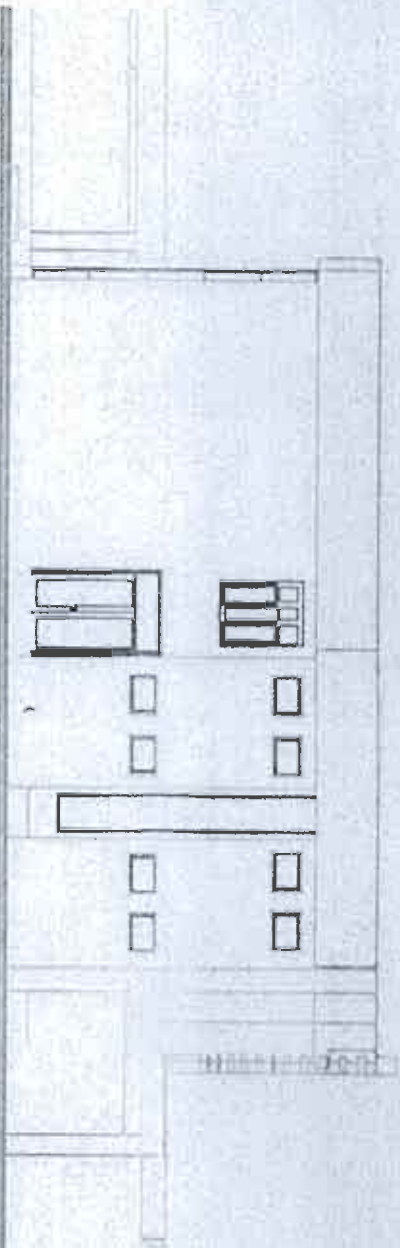
FACADE PRINCIPALE



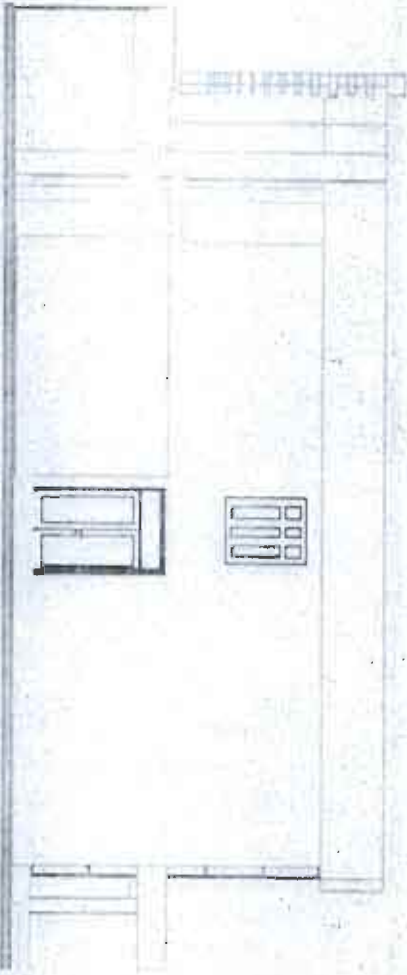
FACADE POSTERIEURE

FACADES PRINCIPALE ET POSTERIEURE

FACADE LATÉRALE GAUCHE

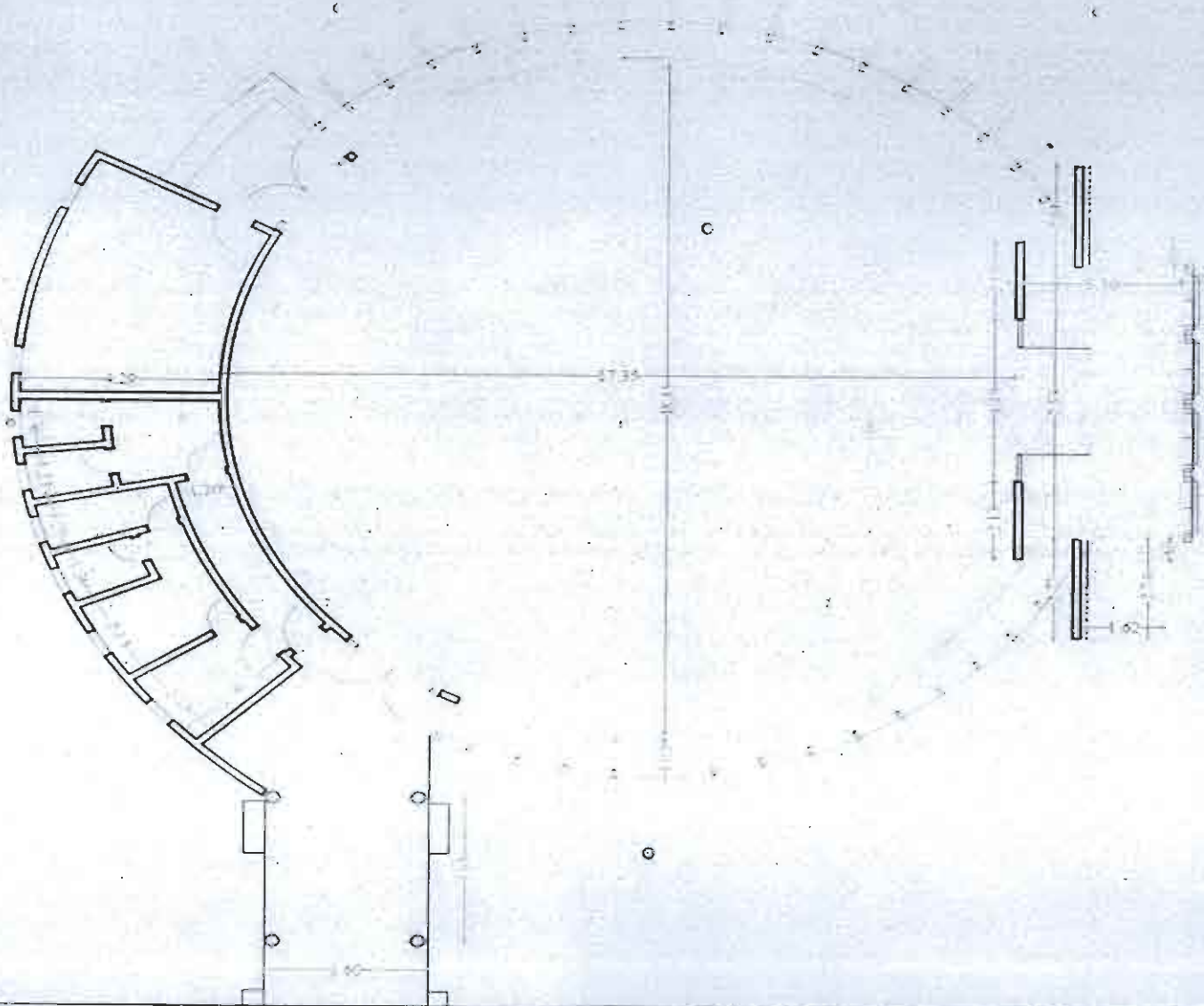


FACADE LATÉRALE DROITE



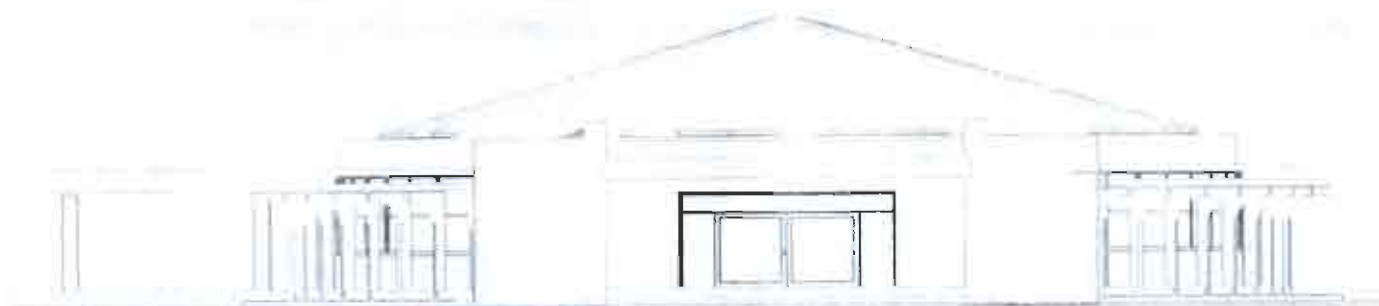
FACADES LATÉRALES GAUCHE ET DROITE

PLANS DE DISTRIBUTION SALLE DES ACTES

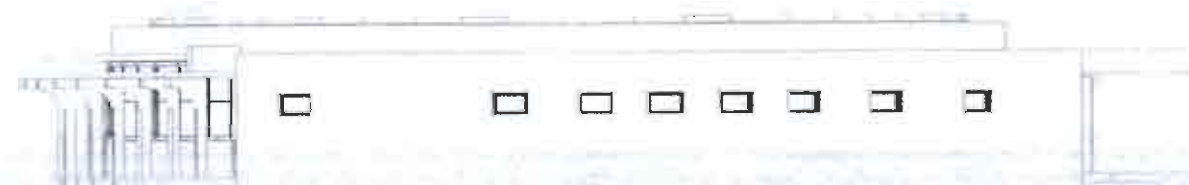


SALLE DES ACTES

RDC SALLE DES ACTES



FACADE PRINCIPALE



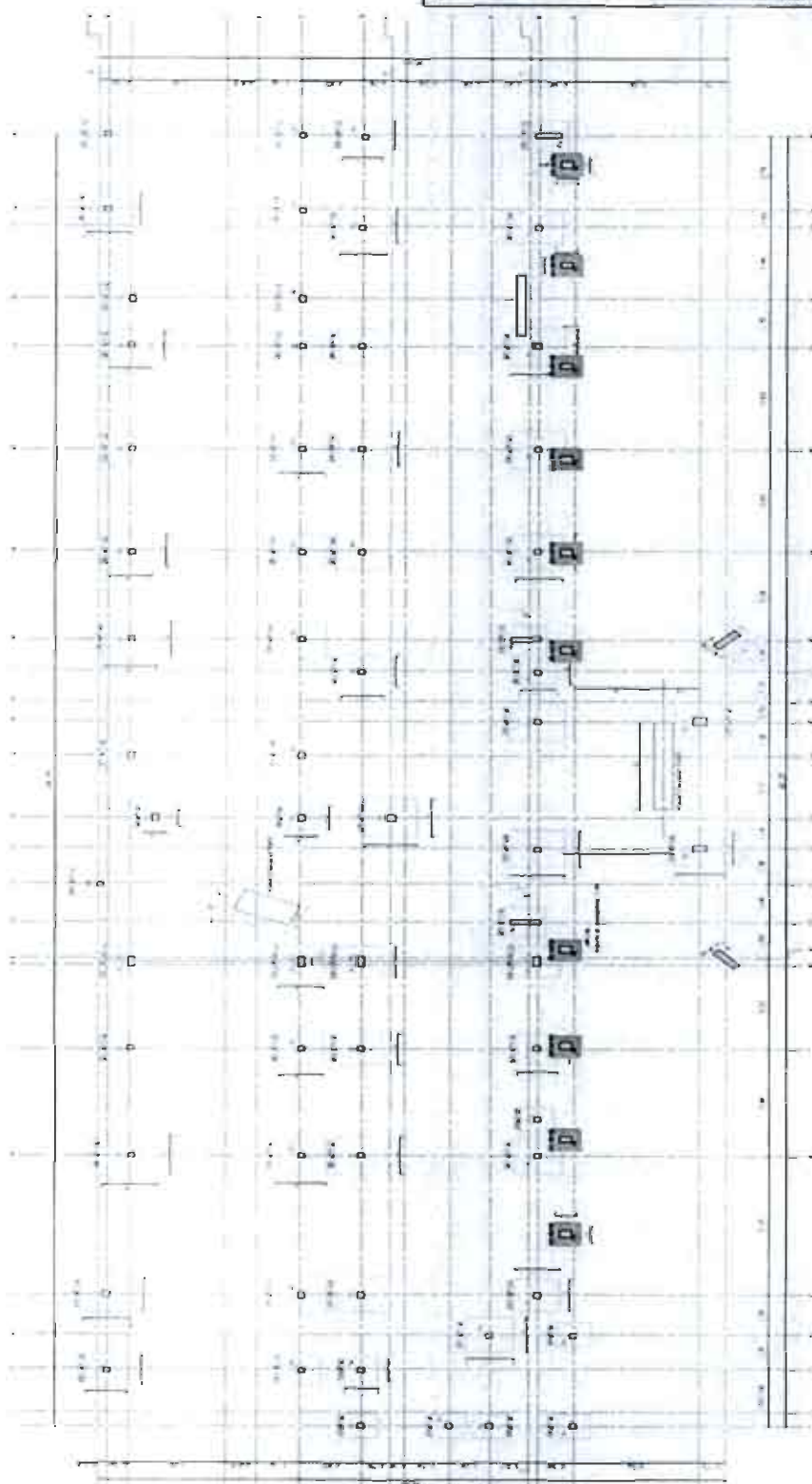
FACADE POSTERIEURE



COUPE TRANSVERSALE

FACADES ET COUPES

PLANS DE STRUCTURE HOTEL DE VILLE

[illegible]

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456	2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464	2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472	2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480	2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488	2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496	2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504	2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512	2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520	2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528	2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536	2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544	2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552	2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560	2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568	2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576	2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584	2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592	2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600	2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608	2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616	2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624	2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632	2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640	2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648	2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656	2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664	2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672	2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680	2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688	2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696	2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704	2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712	2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720	2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728	2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736	2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744	2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752	2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760	2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768	2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776	2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784	2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792	2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800	2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808	2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816	2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824	2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832	2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840	2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848	2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856	2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864	2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872	2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880	2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888	2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896	2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904	2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912	2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920	2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928	2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936	2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944	2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952	2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960	2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968	2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976	2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984	2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992	2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

$\frac{1}{2} \times 100 = 50\%$
 $\frac{1}{2} \times 100 = 50\%$
 $\frac{1}{2} \times 100 = 50\%$

CONCLUSIONS AND FUTURE WORK

1

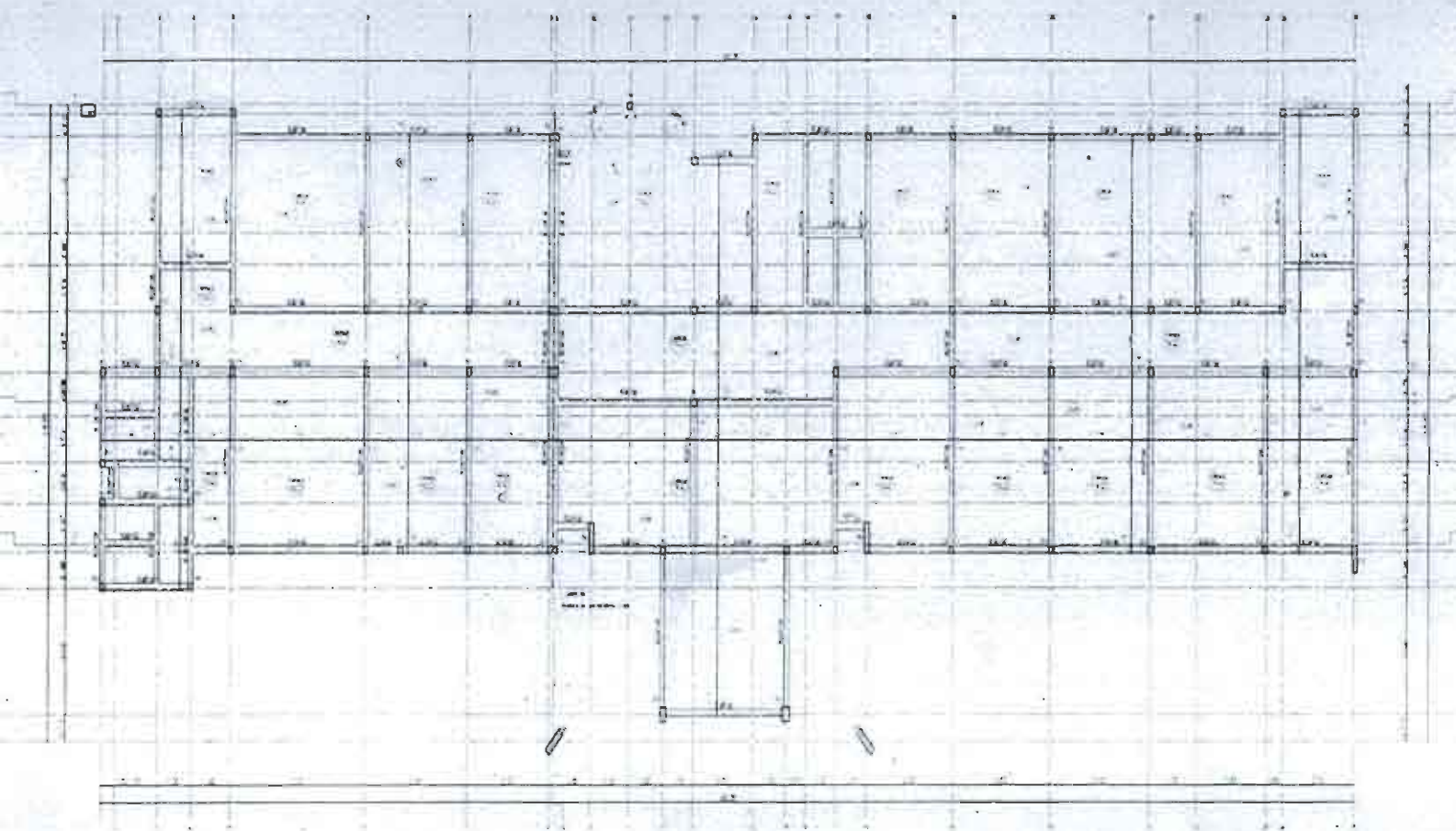
1

FOUR SPECIAL EQUIPMENT
INTERVENTION INTERCOMMUNAL
(IFCOM)

105 30 1714 10 22104

Source: National Health and Medical Research Council.

Page	n	Mean	s	Correlation	Intercept
1	1	1.00	0.00	1.00	0.00
2	2	1.00	0.00	1.00	0.00
3	3	1.00	0.00	1.00	0.00
4	4	1.00	0.00	1.00	0.00
5	5	1.00	0.00	1.00	0.00
6	6	1.00	0.00	1.00	0.00
7	7	1.00	0.00	1.00	0.00
8	8	1.00	0.00	1.00	0.00
9	9	1.00	0.00	1.00	0.00
10	10	1.00	0.00	1.00	0.00
11	11	1.00	0.00	1.00	0.00
12	12	1.00	0.00	1.00	0.00
13	13	1.00	0.00	1.00	0.00
14	14	1.00	0.00	1.00	0.00
15	15	1.00	0.00	1.00	0.00
16	16	1.00	0.00	1.00	0.00
17	17	1.00	0.00	1.00	0.00
18	18	1.00	0.00	1.00	0.00
19	19	1.00	0.00	1.00	0.00
20	20	1.00	0.00	1.00	0.00
21	21	1.00	0.00	1.00	0.00
22	22	1.00	0.00	1.00	0.00
23	23	1.00	0.00	1.00	0.00
24	24	1.00	0.00	1.00	0.00
25	25	1.00	0.00	1.00	0.00
26	26	1.00	0.00	1.00	0.00
27	27	1.00	0.00	1.00	0.00
28	28	1.00	0.00	1.00	0.00
29	29	1.00	0.00	1.00	0.00
30	30	1.00	0.00	1.00	0.00
31	31	1.00	0.00	1.00	0.00
32	32	1.00	0.00	1.00	0.00
33	33	1.00	0.00	1.00	0.00
34	34	1.00	0.00	1.00	0.00
35	35	1.00	0.00	1.00	0.00
36	36	1.00	0.00	1.00	0.00
37	37	1.00	0.00	1.00	0.00
38	38	1.00	0.00	1.00	0.00
39	39	1.00	0.00	1.00	0.00
40	40	1.00	0.00	1.00	0.00
41	41	1.00	0.00	1.00	0.00
42	42	1.00	0.00	1.00	0.00
43	43	1.00	0.00	1.00	0.00
44	44	1.00	0.00	1.00	0.00
45	45	1.00	0.00	1.00	0.00
46	46	1.00	0.00	1.00	0.00
47	47	1.00	0.00	1.00	0.00
48	48	1.00	0.00	1.00	0.00
49	49	1.00	0.00	1.00	0.00
50	50	1.00	0.00	1.00	0.00
51	51	1.00	0.00	1.00	0.00
52	52	1.00	0.00	1.00	0.00
53	53	1.00	0.00	1.00	0.00
54	54	1.00	0.00	1.00	0.00
55	55	1.00	0.00	1.00	0.00
56	56	1.00	0.00	1.00	0.00
57	57	1.00	0.00	1.00	0.00
58	58	1.00	0.00	1.00	0.00
59	59	1.00	0.00	1.00	0.00
60	60	1.00	0.00	1.00	0.00
61	61	1.00	0.00	1.00	0.00
62	62	1.00	0.00	1.00	0.00
63	63	1.00	0.00	1.00	0.00
64	64	1.00	0.00	1.00	0.00
65	65	1.00	0.00	1.00	0.00



PLAN DU DALLAGE RDC

TABLEAU DES PRESSIONS			
TYPE	CLASSE	WIND	WIND
1	1	1	1
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4

Caractéristiques des matériaux
 Béton : $f_{cd} = 20 \text{ MPa}$
 Acier : $f_{yk} = 420 \text{ MPa}$
 $f_{yk} / f_{yk} = 220 \text{ MPa}$
 Crépissage : $C = 2 \text{ cm}$

Matériaux

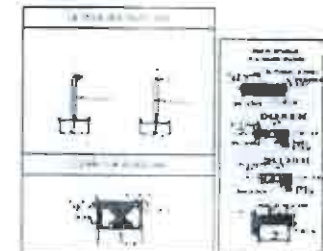
Structure : béton armé
 Système de plancher

Classe de résistance

SUPERVISOR TO FABRICATOR		SUPERVISOR TO CARRIER	
FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALES (FICOM)			
FICOM			
HOTEL DE VILLE DE GU			
PLAN DU DALLAGE RDC			
Matériau	Classe	WIND	WIND
1	1	1	1
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4
5	5	5	5
6	6	6	6
7	7	7	7
8	8	8	8
9	9	9	9
10	10	10	10
11	11	11	11
12	12	12	12
13	13	13	13
14	14	14	14
15	15	15	15
16	16	16	16
17	17	17	17
18	18	18	18
19	19	19	19
20	20	20	20
21	21	21	21
22	22	22	22
23	23	23	23
24	24	24	24
25	25	25	25
26	26	26	26
27	27	27	27
28	28	28	28
29	29	29	29
30	30	30	30
31	31	31	31
32	32	32	32
33	33	33	33
34	34	34	34
35	35	35	35
36	36	36	36
37	37	37	37
38	38	38	38
39	39	39	39
40	40	40	40
41	41	41	41
42	42	42	42
43	43	43	43
44	44	44	44
45	45	45	45
46	46	46	46
47	47	47	47
48	48	48	48
49	49	49	49
50	50	50	50
51	51	51	51
52	52	52	52
53	53	53	53
54	54	54	54
55	55	55	55
56	56	56	56
57	57	57	57
58	58	58	58
59	59	59	59
60	60	60	60
61	61	61	61
62	62	62	62
63	63	63	63
64	64	64	64
65	65	65	65
66	66	66	66
67	67	67	67
68	68	68	68
69	69	69	69
70	70	70	70
71	71	71	71
72	72	72	72
73	73	73	73
74	74	74	74
75	75	75	75
76	76	76	76
77	77	77	77
78	78	78	78
79	79	79	79
80	80	80	80
81	81	81	81
82	82	82	82
83	83	83	83
84	84	84	84
85	85	85	85
86	86	86	86
87	87	87	87
88	88	88	88
89	89	89	89
90	90	90	90
91	91	91	91
92	92	92	92
93	93	93	93
94	94	94	94
95	95	95	95
96	96	96	96
97	97	97	97
98	98	98	98
99	99	99	99
100	100	100	100

EXAMINATION IN MATHS

Time: 1 hr - 15 min
Total Marks: 100
No. of Questions: 25
Date: _____



المستخلص

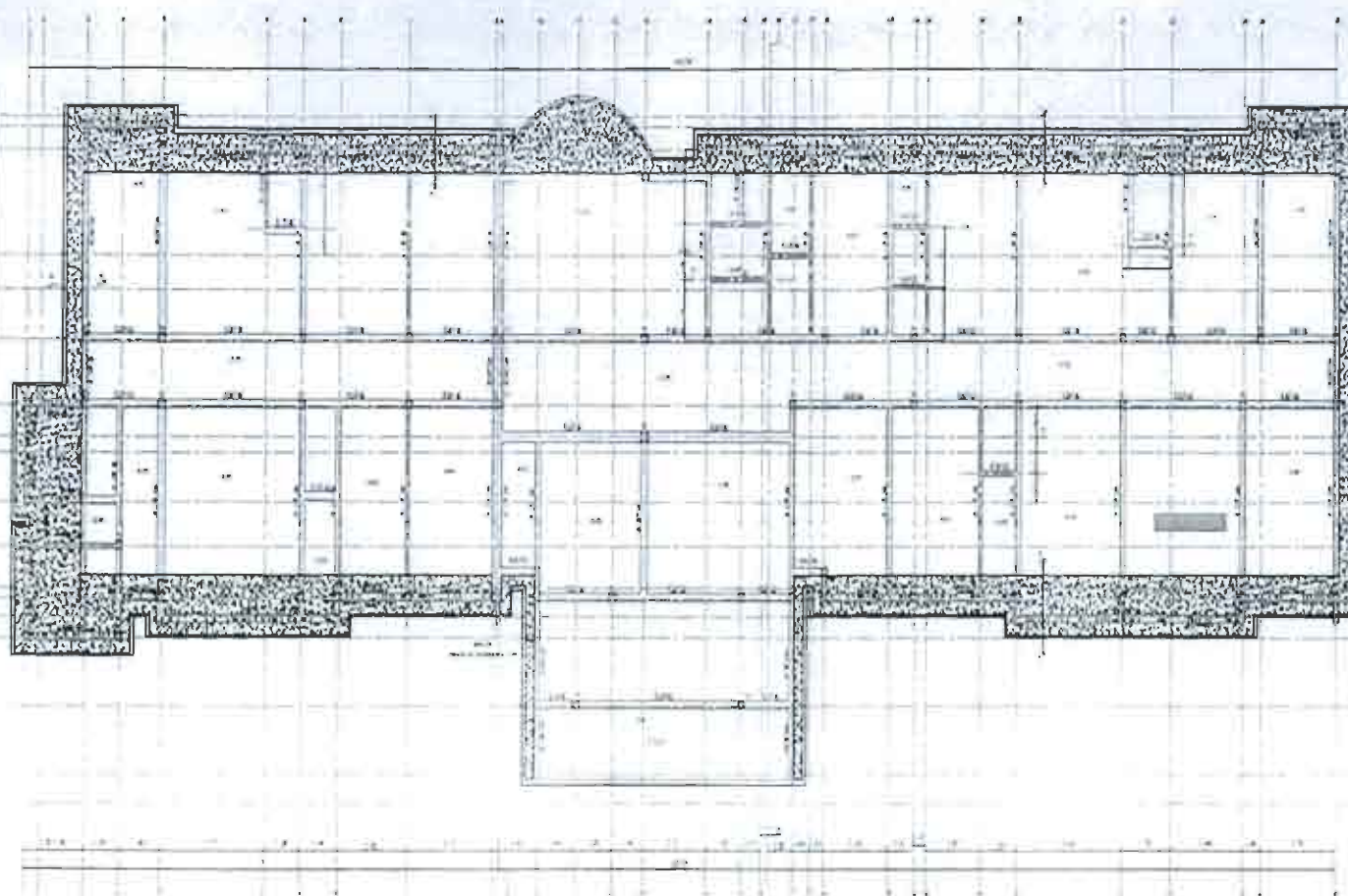
1984. *Journal of the American Statistical Association*, 79, 103-110.

- [illegible]

- ☐ 30th June 2020 12:00

PLAN DE COFFRAGE DU PLANCHER HAUT

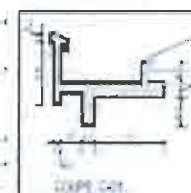
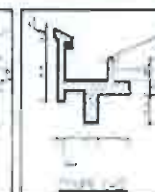
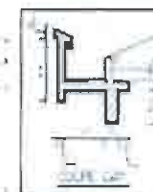
[illegible]



PLAN DE COFFRAGE DU CHAINAGE HAUT
ETAGE I

Caractéristiques des poteaux			
Type	Section	Matériau	Notes
P1	30 x 30	ALU	ALU 6063
P2	30 x 30	ALU	ALU 6063
P3	30 x 30	ALU	ALU 6063
P4	30 x 30	ALU	ALU 6063

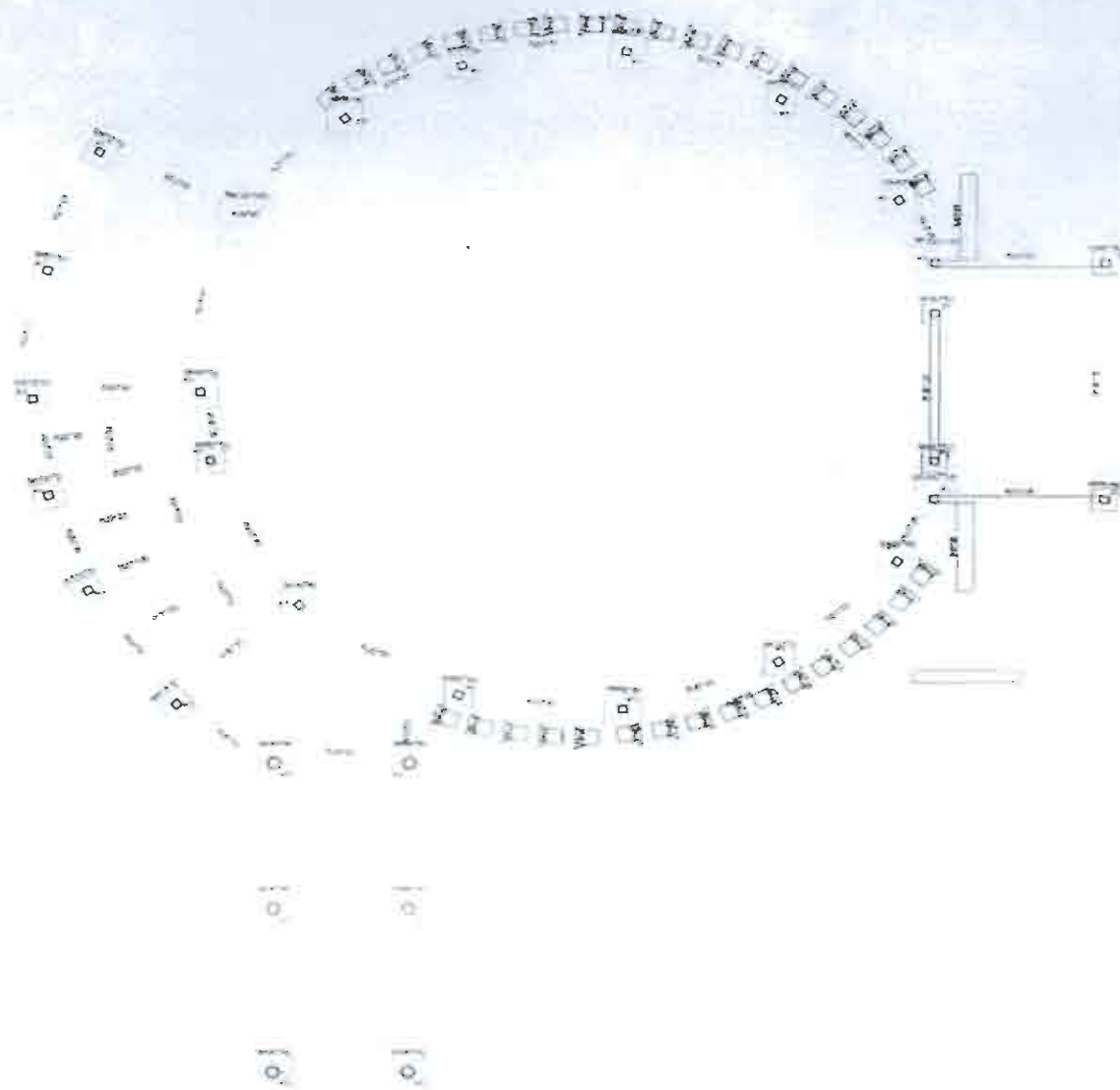
Caractéristiques des poteaux
 Section : $30 \times 30 = 900 \text{ cm}^2$
 ALU : $RA / h = 400 \text{ MPa}$
 ALU : $RL / h = 270 \text{ MPa}$
 Endroit : $E = 3 \text{ cm}$



Linteau
 1/20ème de l'échelle
 1/20ème de l'échelle
 1/20ème de l'échelle

APPROUVÉ PAR LE COMITÉ		APPROUVÉ PAR LE COMITÉ	
FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNAL (FISCOM)			
BUDGET			
HOTEL DE VILLE DE GUY			
PLAN DE COFFRAGE DU CHAINAGE HAUT ETAGE I			
Date		Page 10/10	
Dessiné		Approuvé	
ETAT DE STRUCTURE			

PLANS DE STRUCTURE SALLE DES ACTES



Caractéristiques des Matériaux
 Béton : $f_{c28} = 30 \text{ MPa}$
 Acier : $f_{yk} / f_{tk} = 400 \text{ MPa}$
 $f_{yk} / f_{tk} = 235 \text{ MPa}$
 Enrobée : $E = 3 \text{ cm}$

TABLEAU DES POUTRES			
TYPE	ACI	DCI	NOM
P1	20	20	verrou
P2	20	40	verrou
P3	20	40	verrou
P4	20	10	verrou
P5	20	40	verrou

Légende
 +3.45 cote de niveau
 15 cm dalle pleine
 épaisseur 15 cm

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON

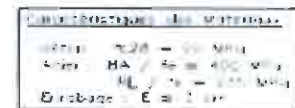
**FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET
D'INTERVENTION INTERCOMMUNAL
(FEICOM)**

HOTEL DE VILLE D

**PLAN DE FONDATION DU CHAINAGE SALLE DES
ACTES**

NOM	PRENOM	DATE	SIGNATURE

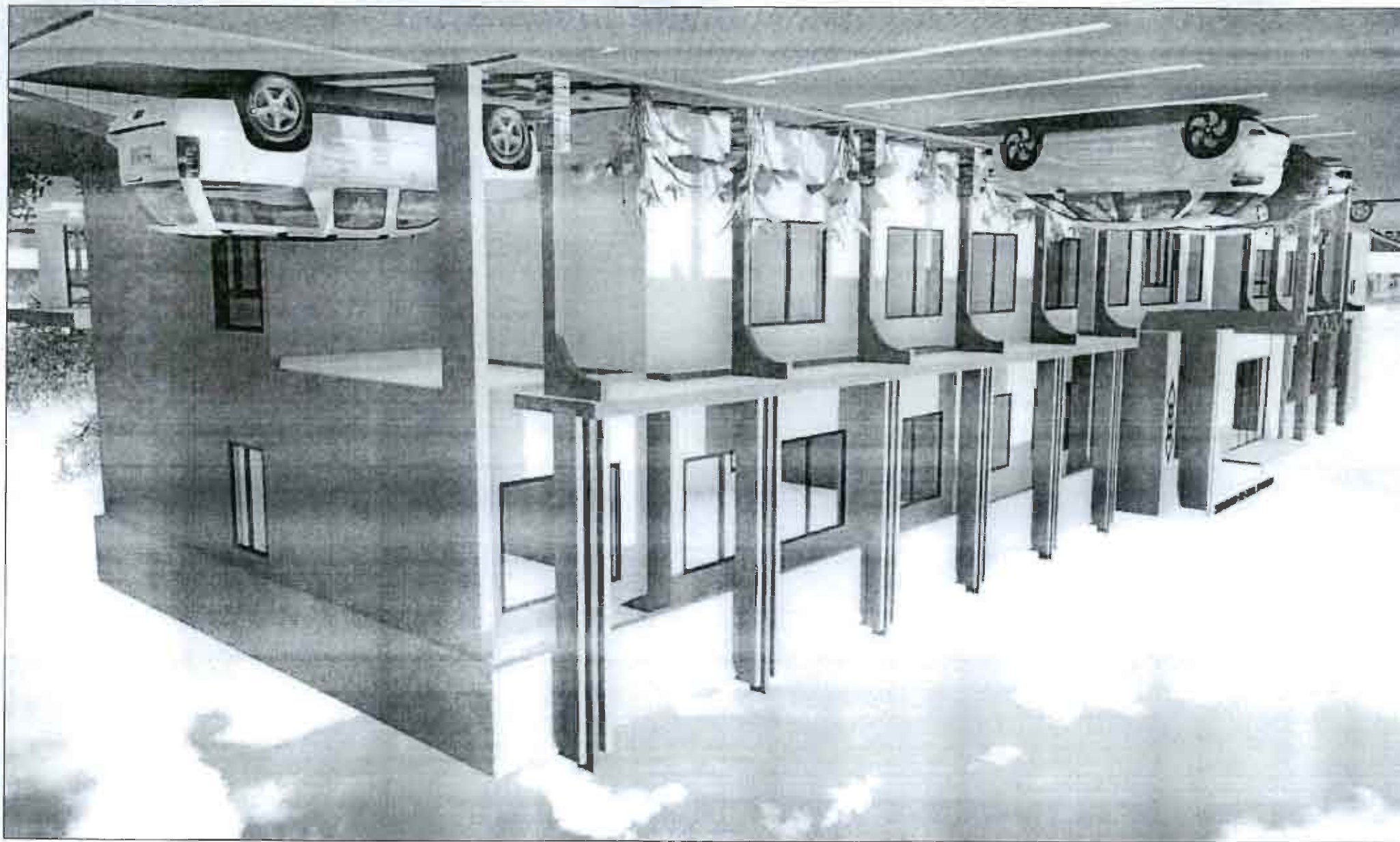
ETUDE DE STRUCTURE

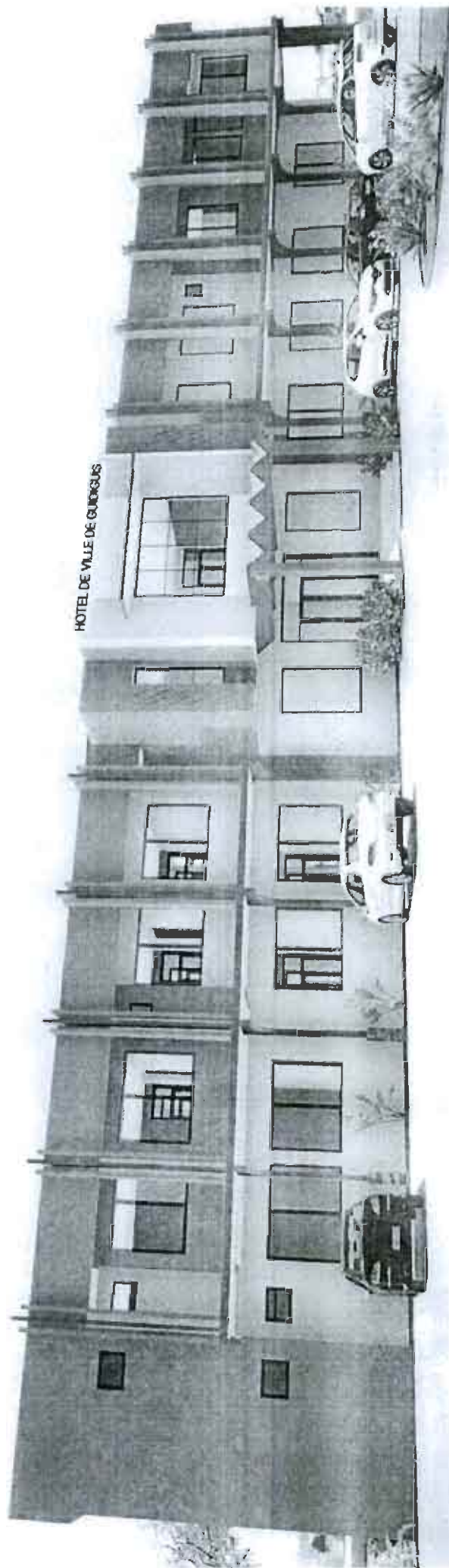


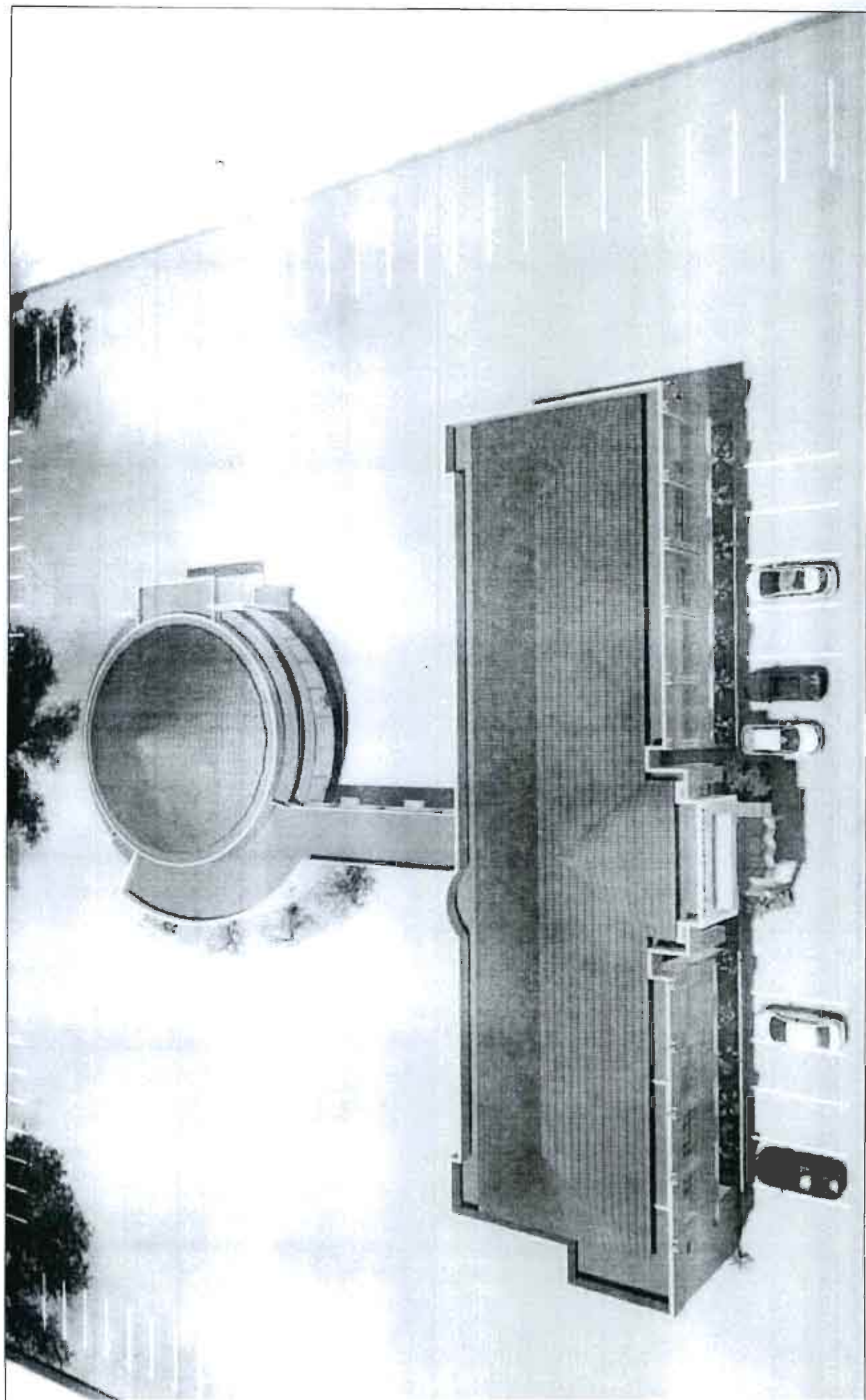
項目	2017年	2016年	2015年
1. 营业收入	20.00	20.00	20.00
2. 营业成本	10.00	10.00	10.00
3. 营业利润	10.00	10.00	10.00
4. 利润总额	10.00	10.00	10.00
5. 净利润	10.00	10.00	10.00

$$-2.46 \times 10^{-2} \text{ kg} \cdot \text{m}^{-3} \cdot \text{s}^{-1} \cdot \text{m}^{-1}$$
$$\frac{1}{2} \frac{d}{dt} \left(\frac{1}{2} \|\mathbf{u}\|^2 \right) = \frac{1}{2} \|\mathbf{u}\|^2 \quad (3.1)$$
103

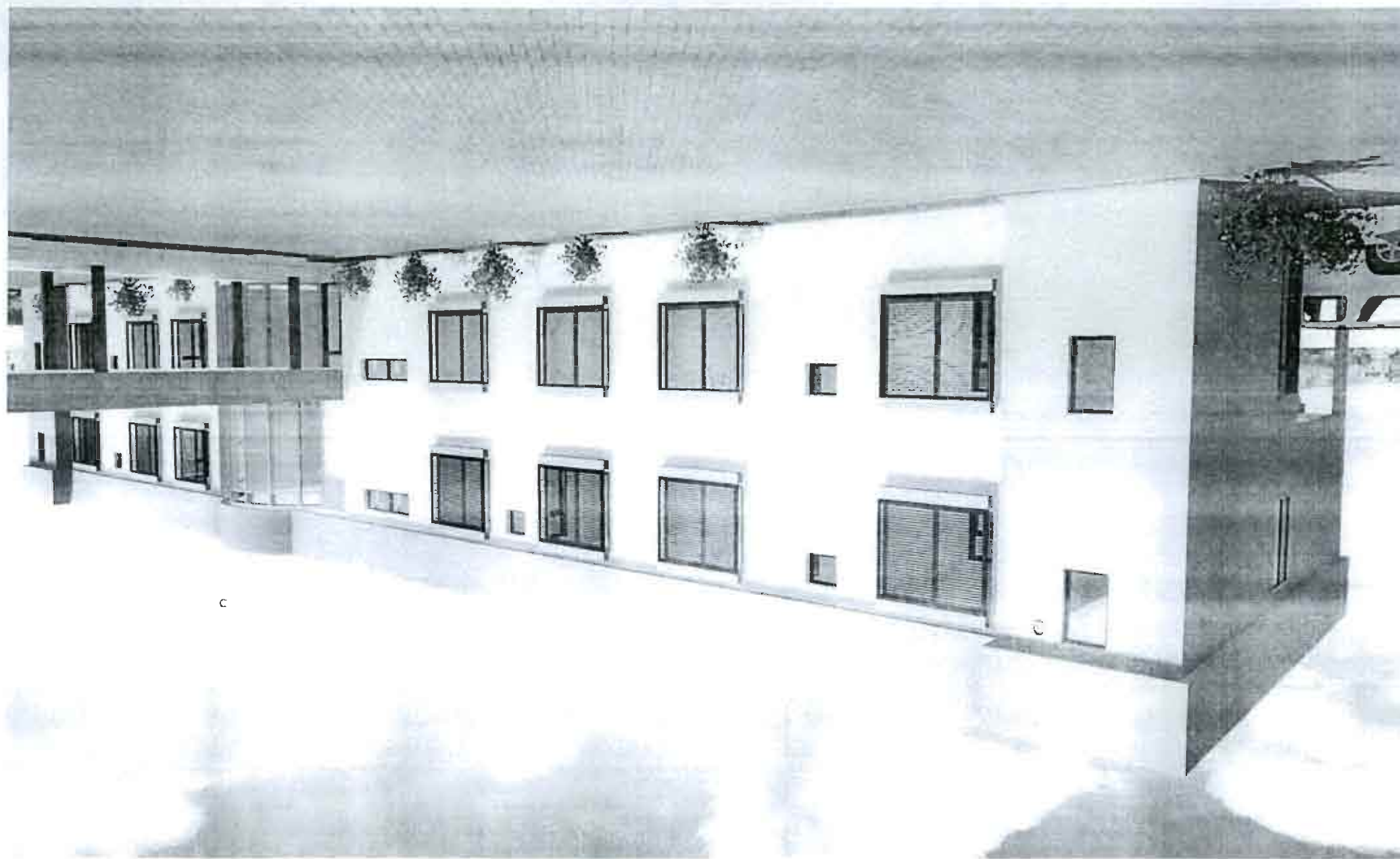
RENDUS













voir documents en Annexe

PIÈCE N° 11 : LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES
FINANCIERS AUTORISÉS À ÉMETTRE DES CAUTIONS DANS LE
CADRE DES MARCHÉS PUBLICS

MINISTRE DES FINANCES

LISTE DES BANQUES ET COMPAGNIES D'ASSURANCE AGREES ET HABILEEES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS EN 2022

I. BANQUES

1. Afriland First Bank (AFB), B.P. 11 834, Yaoundé;
2. BANQUE Banx Cameroun (BANQUE CMR), B.P. 34 692, Yaoundé;
3. Banque Atlantique Cameroun (BACM), B.P. 1 933, Douala;
4. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), D.P. 12 962, Yaoundé;
5. BGF Bank Cameroun (BGF BANK Cameroun), B.P. 660, Douala;
6. Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), B.P. 1 925, Douala;
7. Citibank Cameroon (Citibank Cameroon), B.P. 4 571, Douala;
8. Commercial Bank-Cameroon (CBC), B.P. 4 054, Douala;
9. Credit Communautaire d'Afrique-Bank (CCA-Bank), B.P. 6 578, Yaoundé;
10. Ecobank Cameroon (ECOBANK), B.P. 512, Douala;
11. National Financial Credit Bank (NFC-Bank), B.P. 6 578, Yaoundé;
12. Société Commerciale de Banque-Cameroon (SCB-Cameroon), B.P. 304, Douala;
13. Société Générale Cameroon (SGC), B.P. 4 042, Douala;
14. Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC), B.P. 1 784, Douala;
15. Union Bank of Cameroon (UBC), B.P. 15 569, Douala;
16. United Bank for Africa (UBA), B.P. 2 088, Douala;

II. COMPAGNIES D'ASSURANCES

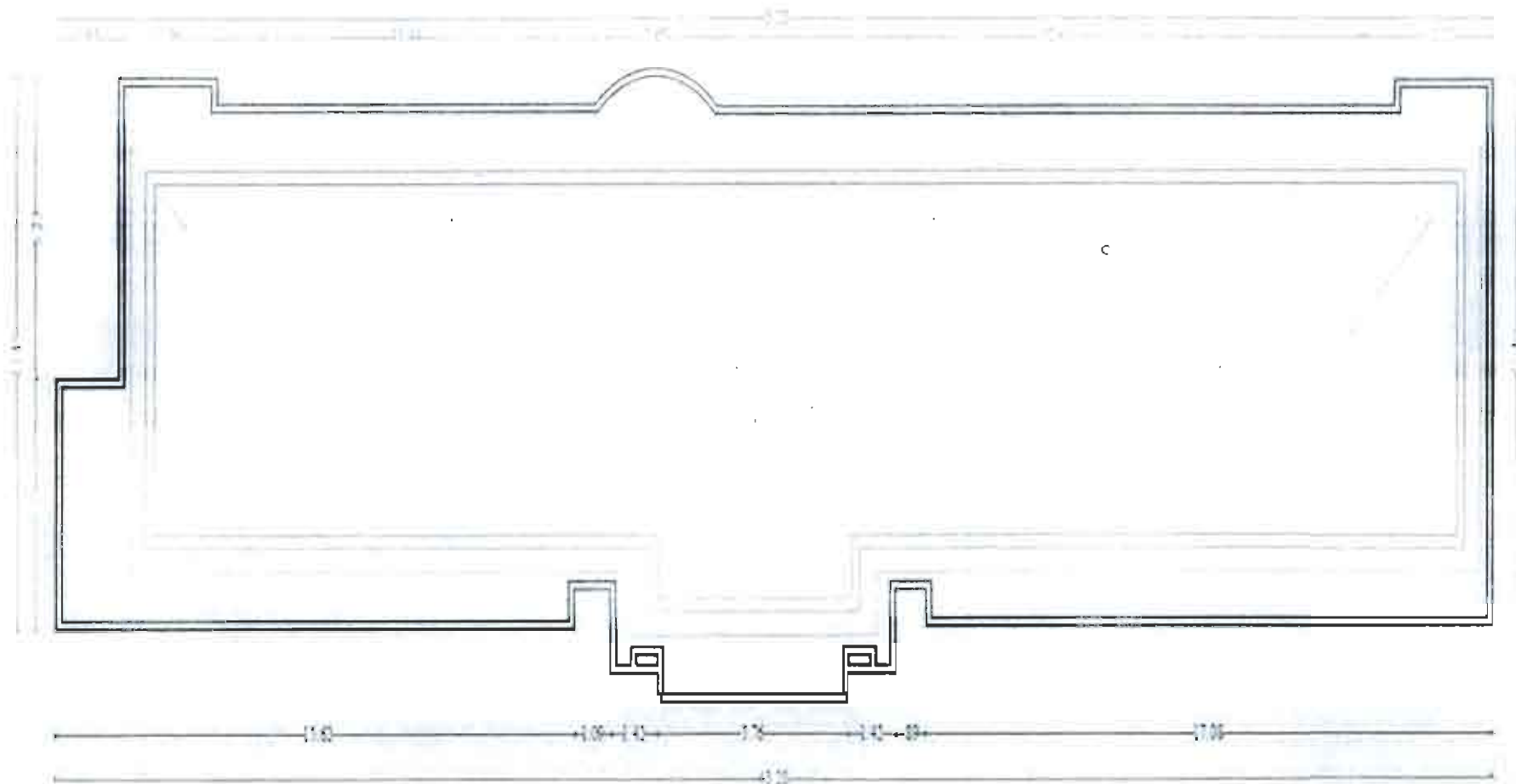
17. ACTIVA Assurances, B.P. 12 970, Douala;
18. AREA Assurances, B.P. 15 584, Douala;
19. ATLANTIQUE Assurances Cameroon IARDT, B.P. 1 073, Douala;
20. CHANAS Assurances, B.P. 304, Douala;
21. CPA S.A., B.P. 34, Douala;
22. NSIA Assurances, B.P. 2 759, Douala;
23. PRO ASSUR, B.P. 1 963, Douala;
24. Prudential Beneficial General Insurance, B.P. 2 338, Douala;
25. ROYAL ONYX Insurance Cie, B.P. 12 230, Douala;
26. SAAR, B.P. 1 011, Douala;
27. SANLAM Assurances Cameroon, B.P. 12 125, Douala;
28. ZENTHE Insurance, B.P. 1 542, Douala;

Le Ministre des Finances
Louis Paul MOTAZE

PIÈCE N° 12 : LISTE DES ENTREPRISES ET COMPAGNIES D'ASSURANCE
DEFAILLANTES POUR LES FINANCEMENTS DU FEICOM AU
PROFIT DES CTD

ENTREPRISES DEFAILLANTES	BANQUES ET COMPAGNIES D'ASSURANCE COMPLAISANTES
<ol style="list-style-type: none"> 1. NANGA COMPAGNY II SARL 2. UNIPROVINCE SARL 3. BENZ CAM ENERGY SA 4. ENCOBAT SARL 5. ETRAC 6. PANEMA GROUP LTD 7. GLOBAL TRADE INTERNATIONAL 8. BIBCAM SARL 9. ETABLISSEMENTS MASSO 10. LACAPES 	<ol style="list-style-type: none"> 1. ACTIVA ASSURANCES SA 2. PRO ASSUR 3. BENEFICIAL GENERAL INSURANCE 4. UNION BANK OF CAMEROON PLC 5. ZENITH INSURANCE SA 6. AREA ASSURANCES SA

PIÈCE N° 13 : JUSTIFICATIF DE LA DISPONIBILITÉ DU FINANCEMENT



TOITURE



Page: 1 2 01 2021

DIRECTION GENERALE / HEAD OFFICE

2021/M

FEICOM/DG/DIRECTOR/DOT



LE DIRECTEUR GENERAL / THE GENERAL MANAGER

A :

MONSIEUR LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BATCHAM
- BATCHAM -

Objet/Subject: Financement pour la construction
de l'Hôtel de Ville.

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que lors de la 42^{ème} session du Comité des Concours Financiers du FEICOM en faveur des Communes (CCFF-C) tenue le 17 décembre 2021, votre Commune a bénéficié d'un financement à hauteur de 384 000 000 FCFA TTC pour les travaux de construction de l'Hôtel de Ville, réparti ainsi qu'il suit :

- Coût des travaux : 350 000 000 FCFA
- Suivi et contrôle : 24 500 000 FCFA
- Volet environnemental : 9 500 000 FCFA

Le projet qui vous est proposé est un plan-type conçu par les Architectes de l'organisme et prenant en compte l'organigramme de la Commune pour un fonctionnement optimal des services. D'une surface totale bâtie de 1580 m2, il est composé d'un bâtiment principal de type R+1, et d'une salle des actes circulaire plain-pied à l'arrière du bâtiment. Les plans y relatifs seront mis à votre disposition par l'Agence Régionale FEICOM de l'Ouest. Le volet environnemental du projet intègre la mise en œuvre du cahier des charges résultant des études environnementales.

Aussi, je vous prie de bien vouloir prendre attache avec l'Agence Régionale FEICOM de l'Ouest, en vue de la signature de la convention de financement relative, après attribution du marché.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Copies :

- ✓ Préfet du Département des BAMBOUTOS ;
- ✓ Agence Régionale FEICOM de l'Ouest.

Camille Akou